Secrétariat général
de la Communauté du Pacifique

ISSN 1029-0230

Numéro 24 – Juillet 2014

HINA, *les femmes et la pêche*
bulletin d'information

Sommaire

Information sur la parité hommes-femmes dans AsiaPacific-FishWatch : p rofilage des espèces thonières
M.J. Williams p. 3

De la participation des femmes à la parité hommes-femmes dans la pêche
M.J. Williams et al. p. 6

Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique pour guider les politiques et les interventions
M.J. Williams p. 11

Améliorer la parité des sexes dans l'éducation et la formation en aquaculture : 30 années d'expérience dans le cadre du projet Dynamique physico-chimique des bassins aquacoles / aquaculture et du projet Aquaculture du Programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish
H. Egna et al. p. 15

Amélioration des moyens de subsistance, du revenu et de la nutrition des femmes par le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes dans la région du Teraï, au Népal
S. Rai et al. p. 21

Pour des lendemains meilleurs
B. Clabots p. 27

Évolution des moyens de subsistance
P. Mbatha p. 29

Coordinatrice
Veikila Curu Vuki
Oceania Environment Consultants
PO Box 5214
UOG Station
Mangilao
Guam 96913
Courriel : vuki61@yahoo.co.uk

Production
Section information halieutique
CPS, BP D5, 98848 Nouméa Cedex
Nouvelle-Calédonie
Fax : +687 263818
Courriel : cfpinfo@spc.int
www.spc.int/coastfish/indexf/

Produit avec le soutien financier de l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande

Éditorial

J'ai le plaisir de vous présenter le 24e numéro de notre bulletin *Les femmes et la pêche*, qui traite des rôles respectifs des hommes et des femmes dans la pêche côtière, des activités halieutiques des femmes au sein des communautés, du changement climatique et de la question du genre dans le développement.

Dans l'article « Information sur la parité hommes-femmes dans AsiaPacific-FishWatch : profilage des espèces thonières » Meryl Williams montre comment l'*Asian Fisheries Society* (AFS) s'est employée pendant les vingt dernières années à organiser des manifestations sur le rôle des femmes et/ou la question du genre dans le secteur de la pêche et à publier les actes de ces réunions. Elle présente un projet de l'AFS sur le profilage de la bonite, et donne un aperçu du processus et des difficultés rencontrées. Dans un deuxième article intitulé « De la participation des femmes à la parité hommes-femmes dans la pêche », Meryl et ses collaborateurs retracent la chronologie des évènements concernant le rôle des femmes dans le développement, la question du genre et les problèmes rencontrés dans ce domaine. Elle souligne également l'évolution de la réflexion sur la participation des femmes à la pêche et le rôle actif qu'a joué l'AFS dans le recentrage des initiatives sur les questions de parité dans le secteur.

Dans un troisième article, « Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique pour guider les politiques et les interventions », Meryl Williams relate les discussions de groupe et les exposés présentés à la Conférence 2012 de l'Institut international de l'économie et du commerce des ressources halieutiques, qui s'est tenue à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) en 2012. Elle présente les vues exprimées à cette occasion par les conférenciers, les membres du panel et d'autres intervenants.

Dans « Améliorer la parité des sexes dans l'éducation et la formation en aquaculture : 30 années d'expérience dans le cadre du projet Dynamique physico-chimique des bassins aquacoles / aquaculture et du projet Aquaculture du Programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish », Egna et al. évoquent le rôle de ce programme dans l'aquaculture et la pêche. Il a contribué à la prise en compte de la dimension du genre en incluant les femmes dans ses programmes de recherche et de sensibilisation. Dans l'article « Amélioration des moyens de subsistance, du revenu et de la nutrition des femmes par le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes dans la région du Teraï, au Népal », Rai et al. signalent que nombre de femmes et d'enfants pauvres du Népal souffrent de malnutrition due à des carences en vitamines et en minéraux. Grâce à ce programme, des exploitantes piscicoles et leur famille ont pu vendre le surplus de leur production de carpes et de crevettes. Le programme a aussi contribué à l'introduction de nouvelles techniques d'élevage qui ont amélioré le revenu et la situation alimentaire et nutritionnelle des femmes et des membres de leur ménage.

Yemaya a accepté que deux de ses articles soient reproduits dans notre bulletin. Dans son article intitulé « Pour des lendemains meilleurs », Barbara Clabots montre au travers d'une étude de cas réalisée aux Philippines comment les femmes peuvent

Méthodes traditionnelles de pêche et gestion de la pêche sur l'île d'Ahamb, sud de Malekula (Vanuatu)
A. Obed and V. Vuki p. 31

Méthodes traditionnelles de pêche et gestion de la pêche dans le district de Gao, sur l'île de Santa Isabel (Îles Salomon)
N.M. Basily and V. Vuki p. 34

Pêche en eau douce, gestion des pêcheries et rôles des hommes et des femmes dans le village de Tonia, sur l'île de Viti Levu (Fidji)
M.R. Dakuidreketi and V. Vuki p. 38

Émancipation des femmes dans le secteur de la pêche p. 41

Qui a dit que les femmes n'avaient rien à voir avec la pêche ?
A. Ride p. 42

tirer avantage de leur participation à la gestion des aires marines protégées. De même, dans l'article « Évolution des moyens de subsistance », Philile Mbatha fait état de la transformation rapide de la pêche en Afrique du Sud et au Mozambique et montre comment les communautés des deux pays adaptent la manière dont elles exploitent les ressources marines. L'article met en évidence une nette caractérisation sexospécifique des moyens de subsistance, et décrit l'évolution des rôles assignés aux deux sexes et comment les femmes s'adaptent aux mutations de leur contexte de vie.

Trois articles sont consacrés à la pêche traditionnelle, aux rôles attribués aux hommes et aux femmes et à la gestion des pêcheries en Océanie. Dans l'article sur l'Île d'Ahamb à Vanuatu, Obed et Vuki exposent différentes techniques de pêche traditionnelles, la division des tâches et la gestion des pêcheries communautaires. La modification des engins traditionnels et les conséquences de l'introduction d'engins modernes sont également discutées. Dans leur article sur le district de Gao (Îles Salomon), Basily et Vuki décrivent les méthodes de pêche traditionnelles, les pêcheries communautaires et les rôles impartis aux deux sexes dans la pêche. À Gao, la pêche traditionnelle prend diverses formes : récolte à mains nues, pêche en rivière, pêche à l'arc, capture du crabe de palétuvier, pêche de la tortue, pêche récifale, pêche au filet, et pêche de la bonite. Dakuidreketi et Vuki présentent un article sur le thème « Pêche en eau douce, gestion des pêcheries et rôles des hommes et des femmes dans le village de Tonia, sur l'île de Viti Levu (Fidji) » où différentes techniques de pêche sont pratiquées, de la pêche à la canne à la pêche au filet.

Enfin, dans son article « Qui a dit que les femmes n'avaient rien à voir avec la pêche ? » Anouka Ride note que les femmes ne sont pas représentées dans les instances et processus décisionnels coutumiers, bien qu'elles occupent des postes importants dans des organisations non gouvernementales nationales et locales. Elles se sont aussi révélées de bons chefs d'entreprise.

Veikila Vuki
Oceania Environment Consultants

Photo de couverture : Une femme au marché aux poissons à Kiribati (photo : Johann Bell, CPS).

Le SIRMIP est un projet entrepris conjointement par 5 organisations internationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources halieutiques et marines en Océanie. Sa mise en oeuvre est assurée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud (FFA), l'Université du Pacifique Sud, la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC) et le Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Ce bulletin est produit par la CPS dans le cadre de ses engagements envers le SIRMIP. Ce projet vise à mettre l'information sur les ressources marines à la portée des utilisateurs de la région, afin d'aider à rationaliser la mise en valeur et la gestion. Parmi les activités entreprises dans le cadre du SIRMIP, citons la collecte, le catalogage et l'archivage des documents techniques, spécialement des documents à usage interne non publiés ; l'évaluation, la remise en forme et la diffusion d'information, la réalisation de recherches documentaires, un service de questions-réponses et de soutien bibliographique, et l'aide à l'élaboration de fonds documentaires et de bases de données sur les ressources marines nationales.

SIRMIP
Système d'Information sur les Ressources Marines des Îles du Pacifique

Information sur la parité hommes-femmes dans AsiaPacific-FishWatch : profilage des espèces thonières

M.J. Williams[1]

Durant les 20 dernières années, la *Asian Fisheries Society*[2] s'est distinguée au sein des organismes professionnels de pêche et d'aquaculture en organisant des manifestations sur le rôle des femmes et/ou la question du genre dans le secteur de la pêche et en publiant les actes de ces réunions (Williams et al. 2012). Elle en est ainsi venue à décider que les dimensions sociales des chaînes de valeur, notamment la parité hommes-femmes, devraient être abordées dans les profils des principales espèces halieutiques et aquacoles établis pour son système de profilage en ligne, appelé *AsiaPacific-FishWatch*[2]. Maintenant que sont achevés les travaux sur la première espèce pilote, la bonite à ventre rayé (*Katsuwonus pelamis*[3]), on voit combien les aspects sociaux et les informations sur la parité posent problème pour l'élaboration du profil.

Il faut tout d'abord préciser que AsiaPacific-FishWatch a pour objet d'expliciter les modes de consommation des produits de la pêche d'Asie et du Pacifique au niveau local comme sur les grands marchés internationaux. L'offre régionale est à la fois composée de sa propre production halieutique et de celle d'autres pays, notamment d'Europe et d'Amérique du Nord. L'information vise à informer le public des questions liées à la production et à la conservation des produits de la pêche ainsi que de leurs dimensions sociales. Initialement conçu sur le modèle du système USA FishWatch[4], il a ensuite été adapté aux besoins de la région.

Le projet portera sur les principales espèces d'Asie et du Pacifique occidental et central, la priorité étant d'abord accordée aux espèces aquacoles et halieutiques comestibles. Selon nos estimations, les 100 premiers groupes ou espèces représentent les deux tiers environ de la production halieutique mondiale. Grâce au soutien de l'*International Seafood Sustainability Foundation* (ISSF)[5], nous avons démarré avec les quatre principales espèces de thonidés utilisées dans la conservation : la bonite à ventre rayé (*Katsuwonus pelamis*), le thon jaune (*Thunnus albacares*), le thon obèse (*Thunnus obesus*) et le germon (*Thunnus alalunga*), qui sont aussi les espèces présentant le plus grand intérêt pour les pays insulaires du Pacifique.

La bonite, choisie comme espèce pilote, est une « espèce politique » compte tenu de son importance économique et alimentaire majeure pour les pays insulaires océaniens. On comprend donc le caractère potentiellement sensible du profil établi par AsiaPacific-FishWatch. En outre, elle figure parmi les 10 premières espèces aquatiques entrant dans la production mondiale et dans celle de l'Asie-Pacifique, le gros de la production provenant de la région, notamment du Pacifique occidental et central, et plus particulièrement d'Indonésie et des Philippines. Exploitée par les flottilles de pêche nationales et internationales, la bonite est négociée sur de multiples marchés. La gestion des stocks est assurée par deux organisations régionales de gestion des pêches (la Commission des pêches du Pacifique occidental et central et la Commission des thonidés de l'océan Indien) et par les États de la région. Les écologistes s'intéressent de près à cette pêche, et conduisent des campagnes sur les dispositifs de concentration du poisson, la capture de juvéniles et la certification des palangriers.

Le profil couvre différents aspects : une introduction générale qui résume l'ensemble des informations ; des pages plus détaillées consacrées à différents thèmes : tel que la viabilité de l'exploitation, la production, la chaîne d'approvisionnement et les marchés, l'environnement et le climat, et la biologie ; des références complètes et des liens ; ainsi que mention de tous les auteurs et évaluateurs remerciés pour leur contribution. Grâce à la générosité des auteurs qui ont accepté de partager leur travail, les illustrations sont de belle qualité (y compris les photos qui accompagnent cet article). Les photos et illustrations pourraient d'ailleurs se révéler très utiles en elles-mêmes, car elles ont toutes été authentifiées par les experts, et sont donc bien plus fiables que les photos de bonite que l'on peut trouver, par exemple, sur Wikimédia Commons.

S'agissant des données sur la bonite, nous avons réuni des éléments de sources fiables sur l'évaluation des stocks, la biologie, la biogéographie et des liens sur les aspects climatiques, grâce à la collaboration des chercheurs du Pacifique, en particulier les spécialistes du

[1] 17 Agnew Street, Aspley, Queensland, 4034, Australia. Courriel : meryljwilliams@gmail.com
[2] Voir le site www.asianfisheriessociety.org
[3] Voir le site www.asiapacfish.org
[4] Voir le site www.asiapacfish.org/index.php/species/item/5-skipjack-tuna
[5] Voir le site www.fishwatch.gov
[6] Voir le site http://iss-foundation.org/

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique. Pour ce qui est des aspects sociaux et économiques et des questions liées à l'emploi et à la valorisation, les informations sont plus rares et de nombreux rapports sont négatifs (par exemple, les rapports de l'Organisation internationale du travail faisant état des cas de maltraitance des équipages de pêche). Comme il s'agit justement de domaines où la question du genre entre en ligne de compte, les informations disponibles sur la parité hommes-femmes sont réduites au minimum (voir : http://www.asiapacfish.org/index.php/species/item/5-skipjack-tuna#supply-chains) et appuyées par un nombre restreint d'études et de statistiques.

Qui détient l'information et en quoi consiste l'information disponible sont deux aspects liés à la même question. Dans le cas des thonidés, comme l'information provient essentiellement des organisations régionales, de leurs conseillers scientifiques et des consultants auxquels elles font régulièrement appel, elle porte davantage sur la ressource et son environnement. Ces données sont régulièrement examinées par les organes d'évaluation qui formulent des avis sur la gestion de la ressource halieutique. Les autres informations, notamment celles sur les aspects sociaux, sont majoritairement issues des études spécialisées occasionnellement réalisées, souvent par les mêmes organisations, le travail accompli dans le cadre des projets régionaux DEVFISH et SciCOFish en fournissant de bonnes illustrations (Tuara Demmke 2006; Tuara et Passfield 2011). Les principaux régimes de certification (comme celui du *Marine Stewardship Council*) n'imposent pas de critères de responsabilité sociale, à la différence du nouveau *Aquaculture Stewardship Council* qui fait une certaine place à la question de la responsabilité sociale au

Une vendeuse de « poisson salé »(thon mis en saumure à bord des senneurs) au marché aux poissons d'Honiara (Îles Salomon). Dans certains ports du Pacifique, le poisson salé occupe une large place dans l'offre de poissons bon marché qui comprend aussi des thons immatures ou de moindre valeur, car abîmés, ainsi que des captures accessoires (photo : Johann Bell, CPS).

Vente de bonites sur un étal de bord de route à Kiribati (photo : Johann Bell, CPS).

sein des entreprises. Les organisations à vocation sociale et juridique des Nations Unies et les organisations non gouvernementales font toutefois preuve d'un intérêt croissant pour toutes ces problématiques.

Des questions n'en demeurent pas moins. Comment persuader les départements de sciences sociales des universités de la région d'engager davantage de recherches sur la pêche et l'aquaculture ? Comment persuader les organismes d'aide au développement d'appuyer plus de travaux de recherche-développement sur ces questions ? Convient-il de mieux sensibiliser les organes de certification et de gestion durable aux dimensions sociales du secteur ? Compte tenu du manque de connaissances sur les travailleurs du secteur et sur les personnes dépendantes des chaînes de valeur qui alimentent la planète, je ne peux que conclure à un déséquilibre de l'action nationale, régionale et internationale — efforts de conservation compris — engagée pour comprendre les principales pêches de la région et leur viabilité à long terme. La bonite n'est que le tout premier exemple de ce déséquilibre.

Références

Tuara P. and Passfield K. 2011. Gender in oceanic and coastal fisheries science and management based on case studies in Solomon Islands, Marshall Islands and Tonga. A report for the SciCOFish Project. Secretariat of the Pacific Community, Noumea, New Caledonia. 70 p.

Tuara Demmke P. 2006. Gender issues in the Pacific Islands tuna industry. A report for the DEVFISH Project. Pacific Islands Forum Secretariat, Suva, Fiji and Secretariat of the Pacific Community, Noumea, New Caledonia. 51 p.

Williams M.J., Porter M., Choo P.S., Kusakabe K., Vuki V., Gopal N. and Bondad-Reantaso M. 2012. Guest editorial: Gender in aquaculture and fisheries — Moving the agenda forward. Asian Fisheries Science, 25S:1–13.

De la participation des femmes à la parité hommes-femmes dans la pêche

M.J. Williams[1], S.B. Williams[2] et P.S. Choo[1]

Source : *Global Symposium on Women in Fisheries*. (eds Williams, M.J., N.-H. Chao-Liao, P.S. Choo, K. Matics, M.C. Nandeesha, M. Shariff, I. Siason, E. Tech and J.M.C. Wong) 2002. pp. 13-18. Sixth Asian Fisheries Forum, 29 November 2001, Kaohsiung, Taiwan.

Introduction

Les questions touchant au rôle des femmes figuraient en bonne place des programmes sociaux et politiques des années 60, mais ne sont apparues dans les programmes de développement que vers la fin de cette période et durant les années 70 lorsque plusieurs organisations d'aide internationale ont constaté que nombre de leurs projets de développement échouaient parce que les femmes étaient exclues de leur conception et de leur mise en œuvre. Alors que les femmes jouaient un rôle important et contribuaient largement aux retombées et à la viabilité des projets, leur contribution sociale était souvent sous-évaluée, voire ignorée. Les premières initiatives mettaient l'accent sur les femmes dans le contexte du développement, celles qui travaillaient dans la pêche constituant un cas à part, étant donné que l'objectif initial était de favoriser leur participation active et leur intégration dans les programmes de développement, ce qui leur avait été refusé jusque-là (Ostergaard 1992).

Depuis la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, tenue en 1975 à Mexico, une série de conférences et manifestations internationales a contribué à maintenir l'accent mis sur la participation des femmes (voir le tableau 1). Dans le secteur de la pêche, la première manifestation notable a été l'Atelier mondial sur l'aquaculture, tenu en 1987, soit près de huit ans avant l'Atelier sur les femmes et la pêche dans la région Asie-Pacifique, lui-même organisé en prélude à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Les organismes de développement ont toutefois pris conscience que la discrimination positive en faveur des femmes pouvait être contre-productive ou, qu'à tout le moins, elle ne suffisait pas à accroître leur contribution au développement ou à leur permettre de bénéficier de ses retombées. La réflexion sur le développement est donc entrée dans une phase intermédiaire axée sur les changements à apporter à l'action de développement pour faire davantage de place aux femmes, ce qui a déplacé le centre d'intérêt sur « les femmes et le développement ». Cette réorientation a néanmoins été jugée restrictive, car les programmes voués à la participation des femmes au développement risquaient d'aliéner les hommes et de simplifier la complexe structure de répartition des rôles entre hommes et femmes dans la vie quotidienne. À compter de 1995 environ, les organismes de développement ont commencé à reconnaître que le succès de leurs programmes dépendait de la collectivité et de l'interrelation entre tous les intervenants, et pas seulement les femmes et les hommes, ce qui a conduit à la formulation de programmes sur la « parité » plutôt que « en faveur des femmes » (Levy 1996).

Le genre, qui est une construction sociale, est défini comme la relation entre les deux sexes. Les caractéristiques biologiques n'entrent pas en ligne de compte. Les rôles assignés à chacun des sexes sont définis par la société, varient selon les sociétés et les cultures, les classes sociales et les âges, et évoluent à travers le temps. La viabilité des activités de développement ne peut être assurée qu'en modifiant des facteurs structurels généraux, tels que les règles et pratiques appliquées au sein des ménages, des communautés, des marchés et de l'État qui maintiennent les femmes en situation de subordination sociale.

Tableau 1. Chronologie des manifestations relatives au rôle des femmes dans le développement.

Date	Manifestation
1975	Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Mexico)
1975–1985	Décennie des Nations Unies pour la femme
1980	Deuxième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Danemark)
1985	Troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (Kenya)
1987	Atelier sur le rôle des femmes dans l'aquaculture organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (Italie)
1995	Atelier sur les femmes et la pêche dans la région Asie-Pacifique (Philippines)
1995	Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Chine)
2000	Beijing +5 : Femmes 2000 — égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle — session extraordinaire de l'Assemblée Générale (États-Unis d'Amérique)

[1] International Center for Living Aquatic Resources Management (ICLARM) — WorldFish, Malaisie, en 2011
[2] Université Obafemi Awolowo, Nigéria

Cet article revient sur la séquence d'événements qui a débuté avec la participation de l'*Asian Fisheries Society* (AFS) au programme Rôle des femmes dans le secteur de la pêche, jusqu'au recentrage des initiatives sur les questions de parité dans le secteur de la pêche. Il aborde aussi des questions liées au genre qui posent problème au sein du secteur (aquaculture comprise) et les difficultés rencontrées pour améliorer le statut des femmes, dans le droit-fil des préconisations du Programme d'action de Beijing.

Évolution des symposiums sur la participation des femmes à la pêche

En 1994, les Partenariats pour le développement du Kampuchéa ont organisé un Symposium national très réussi sur la participation des femmes à la pêche au Cambodge (Nandeesha et Heng 1994). Il a été suivi en 1996 par un séminaire régional analogue pour les pays d'Indochine (Nandeesha et Honglomong 1997) lors duquel il a été suggéré d'assurer le suivi de ces questions à l'échelle de la région Asie tout entière, compte tenu de l'urgence des problèmes de parité dans la pêche. Les participants ont considéré que l'AFS et l'ICLARM étaient les organisations les mieux à même d'activer une action en ce sens. Par la suite, l'AFS a organisé deux autres manifestations tout aussi réussies : le Symposium international sur les femmes dans le secteur asiatique de la pêche, tenu en 1998 à Chiang Mai (Williams et al. 2001) et le Symposium international sur les femmes dans le secteur de la pêche, en 2001, à Kaoshiung. Ces deux manifestations ont attiré de nombreux participants et ont permis de faire la lumière sur la participation des femmes dans la pêche et, bien souvent, les rôles multiples qu'elles endossent par nécessité dans les ménages très démunis pour contribuer au revenu familial. Durant ces deux symposiums spécifiquement consacrés au rôle des femmes, les participants ont fréquemment évoqué les questions de parité, par exemple les relations sociales entre hommes, femmes et enfants dans la pêche du sapyaw aux Philippines (Sotto et al. 2001) ou encore le problème du VIH-sida chez les pêcheurs et la vulnérabilité de leurs partenaires (Huang 2002).

On s'entend à reconnaître que le secteur de la pêche est l'un des plus défavorisés économiquement dans les pays en développement. Les deux symposiums de l'AFS et les manifestations qui les ont précédés ont permis de faire passer plusieurs messages : les femmes (épouses ou filles) des ménages de pêcheurs d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Amérique latine pratiquent elles aussi la pêche, participent à de nombreuses activités qui s'y rattachent, et sont souvent décrites dans les termes suivants :

- submergées de travail, leur contribution étant non reconnue, non valorisée ou sous-évaluée ;
- mal payées et exploitées par les employeurs ;
- illettrées ;
- sous-alimentées et souffreteuses, d'où leur faible productivité ; et,
- sans moyen d'améliorer leurs compétences ou de suivre des formations.

Bien qu'elles soient nombreuses dans les professions techniques, les femmes qui occupent des postes de direction où elles ont un pouvoir décisionnel sont en nombre négligeable. Chao et Liao (2001) ont constaté qu'à Taiwan, la plupart des femmes employées dans des postes techniques ont une faible estime de soi, une situation qui vaut sans doute pour les femmes d'autres pays. Primavera et Bueno (2001) ont avancé que cette perception pourrait traduire des valeurs sociales où l'homme est jugé supérieur. Dans certains pays, les femmes ne disposent pas des droits fondamentaux (par exemple le droit de vote, de choisir leur carrière ou même leur tenue vestimentaire) que la plupart des femmes de pays développés tiennent pour acquis.

Se borner à intégrer les femmes dans les programmes de développement sans se pencher sur les aspects culturels et sociétaux n'aura guère d'effet sur le développement durable et ne corrigera pas les disparités entre les sexes, c'est pourquoi il est nécessaire de tenir compte de la question du genre.

Le genre et la pêche. Les symposiums organisés jusqu'ici ont dressé un tableau général de la situation et mis en évidence des questions spécifiques touchant à la participation des femmes à la pêche. Néanmoins, ils n'ont fait guère plus que susciter un début de prise de conscience et donner un aperçu de ce que pourraient être les questions clés pour cette problématique. L'époque se prête aujourd'hui à ce que ces questions sortent de l'ombre, une évolution vue comme la suite logique des événements par les co-organisateurs et les participants du dernier symposium. Même à ce stade, différents aspects de la question commencent à être évoqués dans les études et les discussions, et certains d'entre eux sont examinés ci-après.

Pauvreté. La pauvreté généralisée est l'un des problèmes les plus urgents qui se posent dans le secteur de la pêche, notamment chez les pêcheurs traditionnels qui tentent de gagner leur vie grâce aux maigres captures réalisées dans des eaux surexploitées. Les politiques et la gestion doivent impérativement évoluer pour changer cet état de choses. Tout un cortège de problèmes, dont beaucoup se rattachent aux sexospécificités, vient alourdir la pauvreté de nombreuses familles et communautés de pêcheurs (Binkley 1995 ; FAO 1995a ; Gittinger 1990 ; Neis 1996 ; Williams 1996 ; Williams et Awoyomi 1998).

Division des tâches au sein du ménage. Les études sur les corvées ménagères ont révélé que les femmes qui cumulent des tâches professionnelles et domestiques travaillent chaque jour deux ou trois heures de plus que les hommes (Levine et al. 2001). La sous-alimentation et la longueur des journées de travail sont lourdes de conséquences sociologiques, économiques et sanitaires pour les femmes (FAO 1990, 1995b ; IFPRI 1995 ; Tully 1990 ; Quisumbling et al. 1995).

Santé. Le VIH/sida pourrait devenir le plus grave des problèmes de santé touchant les pêcheurs et leurs familles. Leur ignorance de la maladie et le temps passé loin de leur famille les rendent particulièrement vulnérables. Il est donc indispensable de faciliter l'accès à des traitements abordables et à une éducation sur les

pratiques sexuelles sans risque, pour les pêcheurs comme pour leurs épouses, ces dernières devant en outre prendre conscience de leur droit de se protéger.

Accès à l'éducation et autres droits

Les enfants des familles de pêcheurs, et plus particulièrement les filles, se voient souvent privés de scolarisation et d'accès à l'éducation générale.

Au nombre des autres questions, citons la violence, reconnue comme le facteur premier qui empêche les femmes d'exercer leurs droits (AusAID 1997), le manque d'accès au crédit et l'impossibilité de prendre des décisions. Les programmes de gestion communautaire des pêches, où hommes et femmes sont associés, pourraient offrir à ces dernières les ouvertures nécessaires pour prendre une part active aux processus décisionnels ; en ce sens, il faut encourager vigoureusement ces programmes et les dimensions de parité qui les sous-tendent (Jallow 1997 ; Williams 1997 ; CGIAR News 2002).

Culture organisationnelle

Les questions de parité sont généralement abordées sous l'angle communautaire, les interventions ayant pour objet de promouvoir une relation d'égalité entre hommes et femmes. Pour favoriser l'égalité des sexes, l'intégration de la problématique hommes-femmes doit être pratiquée au sein des organismes d'exécution qui doivent en outre réaliser des analyses de la parité dans leurs projets de développement. CARE Bangladesh s'emploie à instaurer l'égalité des sexes au sein de ses services et à sensibiliser son personnel à la question du genre (Debashish et al. 2001). Plusieurs mesures ont été adoptées à cet effet par l'organisation, notamment :

- offrir aux femmes un environnement de travail débarrassé de tout harcèlement ou discrimination ;
- accroître le nombre de femmes dans son effectif, en particulier dans les postes d'encadrement, pour favoriser un meilleur équilibre des sexes ;
- dispenser une formation et une aide relationnelle aux employés pour surmonter les obstacles à l'égalité des sexes ;
- fournir des conseils et une assistance en vue de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de projet respectueux des spécificités du genre ; et,
- introduire des idées nouvelles sur l'égalité des sexes. L'analyse de la parité est la méthode généralement utilisée pour recueillir et analyser des données ventilées par sexe à toutes les étapes d'un projet. Ces analyses contribuent à expliciter les facteurs liés au genre dans de nombreux projets de développement, et à mettre en place des dispositifs permettant leur prise en compte systématique.

Sensibilisation et mise en commun des connaissances

L'une des premières mesures à engager pour corriger les inégalités entre les sexes est de favoriser une sensibilisation à la nécessité de la parité hommes-femmes et de réfuter l'idée selon laquelle celles-ci sont faibles et sans ressources. Dans son livre « En pleine tempête » (1998), Sebastian Junger voit en Linda Greenlaw « l'un des meilleurs capitaines de la Côte Est. Point à la ligne ». Quant à Linda Greenlaw, elle dit d'elle-même : « Je n'ai jamais envisagé d'avoir des problèmes parce que je suis une femme, et je n'en ai jamais eu ». (Greenlaw 1999).

L'AFS et l'ICLARM — WorldFish ont l'intention de donner plus de visibilité à la question du genre dans *NAGA*, le magazine trimestriel de l'ICLARM, et d'encourager le réseautage au moyen d'un serveur de listes pour faire le lien entre les groupes intéressés par la question. L'ICLARM — WorldFish, qui préconise des politiques égalitaires, s'attache à faire en sorte que tous ses projet et programmes tiennent compte de la question du genre dès la phase de conception. WorldFish va s'efforcer de monter davantage de projets axés sur le genre, et recherche des financements à cette fin.

Défis et conclusion

Selon Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'État américaine, le plus grand défi du XXIe siècle sera sans conteste l'octroi de droits fondamentaux aux femmes et, de toutes les forces qui façonneront le monde, la plus puissante sera le mouvement de reconnaissance et de prise de conscience des droits des femmes (USAID 2000). Recourir aux démarches de parité dans le développement pour venir à bout de l'inégalité des sexes exigera d'appliquer le cadre d'analyse de la question du genre pour mettre en lumière les différences de traitement entre les hommes et les femmes et leurs origines historiques, politiques et culturelles, et expliciter les processus qui aggravent les déséquilibres (Itzin et Newman 1995).

Ces déséquilibres restent gigantesques. Dans son Rapport sur le développement humain (PNUD 1995), le PNUD résume la situation des femmes comme suit :

- les femmes représentent 70 % des 1,3 milliard de victimes de la pauvreté ;
- parmi les 900 millions d'illettrés de la planète, elles sont deux fois plus nombreuses que les hommes ;
- la sous-alimentation touche plus de femmes que d'hommes ;
- dans de nombreux pays pauvres, les complications de la grossesse constituent à elles seules la première cause de décès chez les femmes en âge de procréer ;
- les salaires des femmes sont de 30 à 40 % inférieurs à ceux des hommes, à travail égal ; et,
- les femmes représentent moins d'un septième des administrateurs et des directeurs dans les pays en développement.

Dans le monde, les femmes occupent seulement 10 % des sièges parlementaires et 6 % des postes ministériels. Il ne saurait y avoir de développement durable en l'absence d'une égalité de chances pour les femmes dans les sphères économiques, sociales et politiques (Young 1993). Toutefois, la pénurie de données objectives sur la nature des rôles et contributions des hommes et des femmes, en particulier dans les pays en développement, pourrait faire obstacle aux mesures visant à corriger les problèmes

critiques recensés dans le Programme d'action de Beijing. Les milieux de la recherche et les instituts de recherche ont leur rôle à jouer pour orienter l'action menée dans ce domaine, ce qui leur imposera néanmoins de :

- mettre au point des méthodes de recherche et d'analyse de la parité hommes-femmes ;
- recueillir des données objectives et ventilées par sexe ;
- contribuer à la formulation de politiques, de programmes et de lois équitables ;
- dispenser des formations pour aider les chercheurs et les spécialistes du développement dans leurs recherches et la mise en œuvre des programmes ;
- instaurer des cadres institutionnels durables favorisant l'intégration de la problématique hommes-femmes et la prise en compte de la question du genre ;
- veiller à la continuité des recherches et des interventions stratégiques respectueuses de l'égalité des sexes dans le développement ; et,
- encourager la prise en compte des questions de parité dans la conception et la direction des recherches et des politiques.

Les travaux lancés lors des symposiums et d'autres activités rapportées ici comme dans d'autres actes ont conduit un petit groupe de chercheurs et de spécialistes du développement, toujours plus nombreux, à s'engager sur cette voie pour apporter leur contribution au développement durable du secteur de la pêche. La plupart d'entre nous ne sont pas spécialistes de la condition féminine ou du genre, ni même des sciences sociales, mais sous l'impulsion de collègues, notamment M.C. Nandeesha, nous avons commencé à prendre conscience des exigences de l'égalité des sexes dans toutes les dimensions de nos disciplines.

Références

AusAID. 1997. Gender and development: Australia's Aid Commitment. Australian Agency for International Development, Public Affairs: Canberra, Australia. 12 p.

Binkley M. 1995. Lost moorings: Offshore fishing families coping with fishery crisis. Dalhousie Law Journal 18(1):82–95.

CGIAR News. 2002. Where are the women in fisheries? Consultative Group on International Agricultural Research: Washington D.C., United States of America. 8 p.

Chao N.S. and Liao I.C. 2001. The role of women researchers and teachers in Taiwan fisheries in the last 30 years. p. 111–120. In: M.J. Williams, M.C. Nandeesha, V.P. Corral, E. Tech and P.S. Choo (eds). International Symposium on Women in Asian Fisheries. 156 p.

Debashish K.S., Shirin M., Zaman F. and Ireland M. 2001. Strategies for addressing gender issues through aquaculture programs: Approaches by CARE Bangladesh. p. 147–156. In: M.J. Williams, M.C. Nandeesha, V.P. Corral, E. Tech and P.S. Choo (eds). International Symposium on Women in Asian Fisheries. 156 p.

FAO. 1990. Women, agriculture and rural development: Gender issues in rural food security in developing countries. Food and Agriculture Organization of the United Nations: Rome, Italy.

FAO. 1995a. Issues in rural poverty, employment and food security. D/V514E/2.95/2000. Food and Agriculture Organization of the United Nations: Rome, Italy.

FAO. 1995b. Development policy and strategy for the benefit of rural women. D/V2715E/1/9.95/1000. Food and Agriculture Organization of the United Nations: Rome, Italy.

Gittinger J.R. 1990. Household food security and the role of women. World Bank Discussion Paper No. 96. World Bank: Washington DC, United States of America.

Greenlaw L. 1999. The hungry ocean: A swordfish captain's journey. Hyperion.

Huang M. 2002. HIV/AIDS among fishers: Vulnerability of their partners. Global Symposium on Women in Fisheries, World Fish Centre: Kaohsiung, Taiwan.

IFPRI. 1995. Feeding the world to 2020: What role will women play? News and Views, International Food Policy Research Institute: Washington D.C., United States of America.

Itzin C. and Newman J. 1995. Gender, culture and organisational change: Putting theory into practice. Routledge: London and New York.

Jallow A.M. 1997. Gender sensitive measures in the fisheries sector. IDAF Publications: Cotonou, Benin. 52 p.

Junger S. 1998. The perfect storm, a true story of men against the sea. W.W. Norton. 277 p.

Levine J.A., Weisell R., Chevassus S., Martinez C.D., Burlingame B. and Coward W.A. 2001. The work burden of women. Science 294:812.

Levy C. 1996. The process of institutionalising gender in policy and planning: The "web" of institutionalisation. The Development of Planning Unit, The Barlett, University College London. Working Paper No. 74. 25 p.

Nandeesha M.C. and Heng N. 1994. Women in Cambodian fisheries. Proceedings of the National Workshop on Women in Fisheries. Bati Fisheries Station: PADEK: Phnom Penh, Cambodia. 128 p.

Nandeesha M.C. and Honglomong H. 1997. Women in fisheries in Indo-China countries. Proceedings of the seminar on Women in Fisheries in Indo-China countries. Bati Fisheries Station, PADEK: Phnom Penh, Cambodia. 167 p.

Neis B. 1996. Cut adrift. Samudra Report 16:35–39.

Ostergaard L. 1992. Gender. p. 1–10. In: L. Ostergaard (ed). Gender and development: A practical guide. Routledge: London and New York. 240 p.

Primavera J. and Bueno P. 2001. Summary of the symposium. p. 13–18. In: M.J. Williams, M.C. Nandeesha, V.P. Corral, E. Tech and P.S. Choo (eds). International Symposium on Women in Asian Fisheries. 156 p.

Quisumbling A.R., Brown L.R., Feldstein H.S., Haddad L. and Peña C. 1995. Women: The key to food security. Food Policy Report. International Food Policy Research Institute: Washington D.C., United States of America.

Sotto F.B., Laron C., Lim M. and Heeger T. 2001. Women's participation in sapyaw (haul seine) fishery on the eastern coast of Barangay Sillon, Bantayan Island, Cebu, Philippines. p. 79–98. In: Williams M.J., Nandeesha M.C., Corral V.P., Tech E. and Choo P.S. (eds).International Symposium on Women in Asian Fisheries. ICLARM-The World Fish Center: Malaysia.

Tully D. 1990. Labour and the adoption and impact of farm technology. p. 3–23. In: D. Tully (ed). Labour, employment and agricultural development in west Asia and North Africa. Kluwer Academic Publishers for ICARDA: The Netherlands. 214 p.

UNDP. 1995. UNDP-Human Development Report 1995. United Nations Development Programme: Washington D.C., United States of America.

USAID. 2000. Women 2000 Beijing Plus Five: The USAID Commitment. United States Agency for International Development: Washington D.C., United States of America. 35 p.

Williams M.J., Nandeesha M.C., Corral V.P., Tech E. and Choo P.S. 2001. International Symposium on Women in Asian Fisheries: Fifth Asian Fisheries Forum, Asian fisheries Society, 13 November 1998, Chiang Mai, Thailand. 156 p.

Williams S. 1996. Our lives are at stake: Women and the fishery crisis in Newfoundland and Labrador. ISER Report No. 11. ISER Books: St. John's, Newfoundland.

Williams S. 1997. Economic role of women in fishing communities: A case study of Koko, Nigeria. IDAF Publications: Cotonou, Benin.

Williams S. and Awoyomi B. 1998. Fish as a prime mover of the economic life of women in a fishing community. Proceedings of the Ninth International Conference of the International Institute of Fisheries Economics and Trade (IIFET): Tromso, Norway.

Young K. 1993. Planning development with women: Making a world of difference. Macmillan Press: London, United Kingdom.

Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique pour guider les politiques et les interventions

M.J. Williams[1]

Pour Gifty Anane-Taabeah (Ghana), membre du panel *Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique*, « la réflexion sur l'égalité des sexes ne doit pas être limitée au nombre de femmes et d'hommes dans la filière ». Le panel ainsi que deux sessions de présentations (*Marchés et chaînes de valeur pour les petites entreprises aquacoles* et *La filière halieutique sous le prisme de la parité*) se sont déroulés pendant la première journée de la Conférence 2012 de l'Institut international de l'économie et du commerce des ressources halieutiques (IIFET), organisée à Dar-Es-Salaam (Tanzanie). Gifty Anane-Taabeah affirme au contraire que « l'objectif global doit être d'autonomiser les femmes et les hommes qui travaillent dans la filière afin de stimuler la productivité générale ».

Le présent rapport s'inspire d'une série d'études de qualité, des observations des membres de panel et des contributions des participants aux trois sessions organisées durant la conférence de l'IIFET, ainsi que dans un autre exposé présenté en session sous le titre *Too Big to Ignore : Développer la visibilité et les débouchés de la pêche artisanale*. Les trois sessions consacrées à la filière pêche ont été organisées avec l'appui du programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish, sous la conduite d'Hillary Egna qui les a coprésidées avec Meryl Williams.

La Conférence IIFET 2012, organisée pour la première fois en Afrique, a aussi été la première à mettre notablement l'accent sur les questions de parité, même si des études sur le genre et la participation des femmes ont été occasionnellement présentées lors de précédentes conférences. « Quand je pense à l'époque où j'ai rejoint les rangs de l'IIFET en 1985, et que je vois ici aujourd'hui tant d'Africaines qui sont devenues de nouveaux modèles socio-économiques, je ne peux qu'apprécier le chemin parcouru par l'IIFET pour faire avancer la parité hommes-femmes », a déclaré Stella Williams (Nigéria). Elle note cependant que beaucoup reste à faire, car l'évolution technologique et économique dans la pêche traditionnelle a mis à mal le rôle et la participation des femmes qui restent sous-représentées dans les statistiques et dans les études comme dans la vie sociale. Elle souligne tout de même « qu'il ne faut jamais perdre de vue leur pouvoir d'action. Même si le sexe ne suffit pas à lui seul pour expliquer les disparités des résultats de gestion dans différents pays — dont aucun ne respecte le Code de conduite pour une pêche responsable alors qu'ils en sont tous signataires — nous sommes en mesure de dire que les femmes ne sont pas seulement les victimes de l'évolution technologique mondiale, mais qu'elles saisissent bel et bien les occasions de défendre leur position et de rebondir. Il ne saurait y avoir de résultats satisfaisants au plan sociétal et environnemental sans équité et sans amélioration au sein des institutions ».

Les documents présentés à la Conférence IIFET 2012 avaient trait aux études et travaux réalisés en Afrique de l'Ouest, en Afrique orientale et en Asie. Ils provenaient de décideurs politiques, d'universitaires et de chercheurs rattachés à des institutions publiques. Ils s'inspiraient aussi des travaux menés par les titulaires de différentes bourses d'études, qui replaçaient l'analyse économique et sociale des chaînes de valeur dans le contexte du développement aquacole et halieutique et de la pauvreté chez les pêcheurs artisanaux. Les disparités entre les sexes ont été examinées pour différents produits de la pêche, du tilapia au dagaa, en passant par les mérous et les thonidés, ainsi que sous des angles multiples : droits d'accès à la ressource, division du travail, accès aux capitaux et au crédit, mesures d'autonomisation ayant une incidence sur les relations de pouvoir dans la chaîne de valeur et concentration du pouvoir entre les mains de certains intervenants et dans certaines parties de la chaîne de valeur.

Parité et chaînes de valeur halieutiques

« Les femmes sont omniprésentes dans le secteur : elles pratiquent la pêche, travaillent sur les marchés ou dans les usines de transformation et interviennent aussi en marge du secteur, notamment en tant que mères de futurs pêcheurs, mères de famille, intermédiaires sur les réseaux sociaux, et actrices d'un secteur dont elles partagent la culture depuis des générations », nous rappelle Achini de Silva du Sri Lanka qui a présenté un rapport sur les travaux réalisés en marge d'un projet mondial FAO-NORAD sur les chaînes de valeur de la pêche artisanale. Dans cette étude, le cadre d'analyse de la parité portait sur dix cas provenant de différents pays/filières de pêche/aquaculture pour lesquels ont été établis des profils d'activité ventilés par sexe, des profils d'accès à la ressource et de maîtrise de cette dernière, et des analyses de facteurs et de tendances. Des schémas communs ont été mis en évidence au carrefour des questions de parité, de revenu et d'éducation. Les femmes pauvres, sans ressources et peu éduquées étaient concentrées dans la partie basse des chaînes de valeur, tandis que les hommes mieux nantis et un petit nombre de femmes riches et éduquées occupaient

[1] 17 Agnew Street, Aspley, Queensland, 4034, Australia. Courriel : meryljwilliams@gmail.com

le haut de la chaîne. L'accès à la ressource joue un rôle déterminant pour la place des femmes dans la chaîne de valeur halieutique. Elles sont peu présentes dans les filières modernes qui comptent moins d'échelons que les chaînes traditionnelles, plus complexes et plus longues. Lorsqu'elles quittent la pêche pour un emploi rémunéré dans un autre domaine, l'existence même de la culture halieutique et des entreprises locales se trouve amoindrie.

Afrique

Afrique occidentale

« La vente du poisson frais et séché est l'affaire des Nigérianes depuis des temps très anciens. Elles vendent leur poisson sur des étals rudimentaires, et en faisant du porte à porte », a indiqué Abiodun Oritsejemine Cheke, Directrice adjointe chargée du commerce des produits de la pêche au Département fédéral des pêches du Ministère de l'agriculture et du développement rural du Nigéria. Constatant l'importance de l'action des femmes, les pouvoirs publics ont aidé la quasi-totalité des vendeuses de poisson à se constituer en coopératives, mais l'insuffisance chronique de crédits abordables fait obstacle à leur bon fonctionnement. Pour surmonter cet écueil, le gouvernement a annoncé qu'il étendrait le système de partage des risques fondé sur l'incitation (NIRSAL), actuellement utilisé pour les prêts agricoles, aux femmes engagées dans les diverses activités de la chaîne de valeur halieutique, une mesure qui sera mise en œuvre par l'intermédiaire du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural et de la Banque centrale du Nigéria.

Funmilola Agbebi a présenté les résultats d'une étude sur cinq communautés de pêcheurs des collectivités d'Ilaje et d'Ese-Odo, dans l'État d'Ondo au sud-ouest du Nigéria. La zone d'étude étant située dans un État producteur de pétrole, il est utile de préciser que toutes les personnes interrogées étaient originaires de la région, et non de nouveaux arrivants. Les activités de la plupart des femmes dans la filière pêche constituaient leur source de revenu principale ou secondaire. Ces femmes rencontraient toutefois de nombreuses difficultés, des problèmes d'approvisionnement, de prix, d'infrastructures, et leurs familles se maintenaient tout juste au-dessus du seuil de pauvreté alors que la région est souvent considérée comme la plus prospère du pays.

Il ressort d'une étude réalisée par Lydia Adeleke auprès de 45 vendeurs de l'État d'Ondo que la vente de poisson frais est majoritairement (73 %) l'affaire des femmes. Les personnes interrogées étaient généralement jeunes et, même si ce commerce peut être lucratif, la commercialisation est concentrée et inéquitable. Plusieurs facteurs entravent le bon fonctionnement des marchés, notamment le coût élevé et la volatilité des approvisionnements, et la création de coopératives fondées sur la parité améliorerait sensiblement les choses.

Afrique orientale

Le gouvernement kényan ayant déclaré le développement aquacole comme priorité nationale, le secteur a connu un démarrage vigoureux. Certaines des raisons de cette situation ont été présentées en référence à deux études. Dans la première, Kwamena Quagrainie a entrepris une étude commerciale de la chaîne de valeur de la culture du tilapia (principalement *Oreochromis niloticus*) et du poisson-chat (*Clarias gariepinus*) en appliquant le modèle des Cinq forces de Michael Porter, gourou du monde des affaires (menace d'une concurrence supplémentaire ; menace de produits ou services de substitution ; pouvoir de négociation des clients ou acheteurs ; pouvoir de négociation des fournisseurs ; intensité de la rivalité entre les concurrents). Il est parvenu à la conclusion qu'aux différentes étapes de la chaîne de valeur, les femmes avaient les meilleures chances de revenu dans la commercialisation du poisson. La vente de poisson développe les relations communautaires, crée une source stable de revenu et de nourriture et donne aux femmes plus de flexibilité dans leurs activités ainsi que plus de liquidités. Lorsqu'elles interviennent en tant que fournisseur d'intrants ou exploitante aquacole, ou lorsqu'elles conjuguent les deux activités, leur avantage comparatif est moins important.

Au Kenya, les femmes ont aussi la possibilité de s'associer à des partenariats public-privé appelés Aquashops qui sont des magasins bien situés en zone d'exploitation où l'on peut se procurer des intrants et avoir accès à des services de vulgarisation. Des études mentionnées par Sammy Macharia ont révélé que les partenariats entre femmes ainsi qu'entre personnes des deux sexes ont recours à différentes modalités et formules pour fournir des services essentiels, notamment en acheminant des intrants et des produits clairement étiquetés vers les marchés et en fournissant des services liés aux technologies de l'information.

Autre membre du panel, Nancy Gitonga a dressé un tableau général de la filière halieutique du Kenya sous l'angle de la parité hommes-femmes, soulignant que la production est dominée par les hommes et que les femmes peuvent posséder des bateaux de pêche bien qu'elles soient interdites de pêche en raison de tabous culturels. Elles se distinguent plutôt dans la transformation et la commercialisation. Bien qu'on les considère comme de bonnes gestionnaires financières, leurs activités dans la filière pêche sont davantage vues sous l'angle de l'action sociale, tandis que celles des hommes sont considérées comme des entreprises commerciales. Des politiques doivent être adoptées pour faire place aux femmes dans le processus décisionnel et éliminer la discrimination.

Sebastian Chenyambuga a signalé l'existence d'une petite production aquacole de tilapia du Nil (*O. niloticus*) dans des bassins appartenant à de petits exploitants de la région de Morogoro (Tanzanie). Ces bassins qui accueillent une exploitation vivrière depuis 1949 au moins, appartiennent tous à des hommes, mais les femmes travaillent à des degrés divers dans toutes les étapes de production, et prédominent dans la transformation du produit vendu localement (environ 70 % de la production).

Après avoir visité dix marchés aux poissons dans toute l'île de Zanzibar, Sara Fröcklin et ses collaborateurs ont noté que la parité était une dimension essentielle du commerce des produits de la pêche. Premièrement, des écarts majeurs ont été constatés du point de vue des ressources économiques. Nombre des négociants de sexe masculin ont pu démarrer leur entreprise grâce à leurs économies

tandis que la plupart des femmes ont dû recourir à des micro-crédits et à des prêts pour se lancer. Des inégalités ont aussi été observées concernant le capital engagé et le revenu du commerce de poisson ; les hommes gagnaient près de deux fois plus par jour que leurs homologues féminines. Deuxièmement, les femmes couvraient de longues distances pour acheter et vendre le poisson frais et séché, souvent dans les villages, alors que les hommes achetaient leur marchandise plus près de chez eux pour les vendre à meilleur prix sur les principaux marchés, voire dans la filière touristique. Troisièmement, par manque de capital et d'entrepôts frigorifiques et du fait de la rareté du client, les femmes vendaient principalement des espèces de faible valeur. A contrario, les hommes dominaient le marché avec les espèces à forte valeur telles que thonidés, thazards, barracudas et requins. Quatrièmement, aucune des femmes n'était membre d'une quelconque association de commercialisation du poisson, et n'en connaissaient même pas l'existence, alors qu'un tiers des hommes environ appartenaient à une structure de ce genre. Tous s'entendaient sur la nécessité d'un comité, semblable au comité des pêches, mais spécifiquement consacré à la commercialisation. En conclusion, tous les négociants ont fait état d'une amélioration de leur niveau de vie grâce à leurs activités qui avaient aussi bénéficié aux communautés. Néanmoins, la plupart des femmes interrogées n'avaient guère accès au processus décisionnel, et la majorité d'entre elles trouvait difficile de concurrencer les hommes sur les marchés, notamment dans un contexte de recul des captures et d'augmentation des prix.

Dans la région du Lac Victoria, *Rastrinebola argentea*, un petit cyprinidé semblable à la sardine et aux espèces apparentées (appelé *dagaa* dans la plupart des pays, *mukene* en Ouganda, et *omena* ou sardine du Lac Victoria au Kenya) est aujourd'hui l'espèce commerciale la plus importante, après la perche du Nil (*Lates niloticus*). Les chaînes de valeur de cette espèce évoluent rapidement sous l'effet du développement de l'aquaculture et de la demande de poisson bon marché. Une forte proportion de *dagaa* est encore perdue par suite d'une mauvaise manipulation et de problèmes de valorisation.

Mwanahamis Salehe, de Tanzanie, a rapporté que le commerce du *dagaa* s'était développé en Afrique centrale et orientale depuis 2006, passant de deux pays (Kenya et Rwanda) à huit pays en 2011, dont le Cambodge et la Malaisie. Les exportateurs sont majoritairement des hommes, les femmes ne représentant que 12 % du total. Il faudra toutefois améliorer sensiblement la transformation et développer les compétences en commercialisation et en gestion pour venir à bout du gaspillage nutritionnel et économique qui mine le commerce à l'heure actuelle.

En Ouganda, le *mukene* séché au soleil (ou *dagaa*, *R. argentea*) est majoritairement (80 %) utilisé dans l'alimentation animale selon Margaret Masette. Les propriétaires de bateaux, les pêcheurs, les transformateurs et les négociants interviennent à des échelles diverses et les inégalités entre les sexes varient selon l'étape considérée dans la chaîne de valeur, principalement en fonction des besoins en main-d'œuvre et en capital à chaque étape. À titre d'exemple, on trouve davantage de femmes qui acheminent le poisson du pêcheur au transformateur parce que cette activité ne requiert aucune mise de fonds ; en revanche, les deux sexes sont représentés à l'étape de transformation, artisanale comme industrielle, qui nécessite davantage de capitaux. Dans la chaîne de valeur, les pêcheurs et les transformateurs sont ceux qui font le moins de bénéfices, alors que les négociants régionaux se taillent la part du lion, avec 70–83 % des profits, compte tenu de leurs investissements plus importants.

Asie

Selon Debabrata Lahiri, l'analyse de la parité dans ce secteur suppose de « comprendre la place des femmes dans la chaîne de valeur halieutique et les difficultés qu'elles rencontrent, ce qui implique d'examiner la chaîne de valeur elle-même, ainsi que le pouvoir de négociation des femmes au sein du ménage et les grands processus sociétaux à l'œuvre ». Lors d'une étude réalisée en Inde sur les chaînes de valeur des principales carpes, du tilapia, du hilsha et des crevettes, M. Lahiri a constaté que les femmes n'étaient pas représentées à toutes les étapes de la chaîne et, quand c'était le cas, leur valeur ajoutée était inférieure à celle des hommes qui transformaient un plus gros volume de produits qu'elles ne le pouvaient.

Dans trois régions côtières de l'État du Kerala (Inde), Shyam Salim a étudié l'émancipation des femmes aux plans économique, social, politique et juridique pour dresser un index global de leur autonomisation à tous les stades de la filière pêche : vente au détail, vente artisanale, négoce de poisson séché et production de poisson transformé. En termes d'autonomisation, les femmes engagées dans la production de poisson à valeur ajoutée se situaient au sommet de l'échelle, et les vendeuses de poisson séché au plus bas niveau. Les femmes pratiquant la pêche étaient mieux placées que celles travaillant dans le secteur agricole. S'agissant de la nature de cette autonomie, l'émancipation politique venait en tête tandis que la démarginalisation des femmes par le droit était l'aspect le moins développé.

Genre et changement climatique dans les communautés dépendantes de la pêche artisanale

Durant la session consacrée à la pêche artisanale (*Too Big To Ignore*), Lasse Lindström et ses collaborateurs, de l'Université de Stockholm, ont présenté de nouvelles études sur l'adaptation au changement climatique conduites en Afrique de l'Est pour aider les communautés côtières à bénéficier d'une plus grande justice sociale. Il s'est fait l'écho de l'Archevêque Desmond Tutu, cité dans le Rapport sur le développement humain 2008, selon lequel « l'adaptation » n'est qu'un euphémisme signifiant « injustice sociale ». Les pauvres subissent de plein fouet les dures réalités du changement climatique dans leur quotidien. Les questions de parité sont généralement ignorées dans la pêche côtière comme dans l'action climatique. Les travaux présentés insistaient sur la nécessité d'entreprendre des analyses empiriques rigoureusement orientées sur la réalité de terrain pour examiner les aspects sociaux et écologiques et replacer la question du genre au niveau de l'individu. Par ailleurs, diverses stratégies telles que la résilience, le réaménagement et la résistance pourraient utilement être analysées et rattachées au potentiel de transformation ou à l'action collective requise pour engendrer des changements. D'autres recherches sont en cours à Zanzibar (Tanzanie) et sur l'île d'Inhaca (Mozambique) à des fins de comparaison.

Prenant le contre-pied du thème de la conférence « Possibilités visibles », Paul Onyango s'est penché sur la pauvreté des communautés de pêcheurs du Lac Victoria en examinant les « possibilités invisibles » qu'il a subdivisées en absences visibles et présences invisibles. Les absences visibles — en d'autres termes, ce dont les gens manquent et qui fait que nous les jugions pauvres — empêchent souvent de percevoir les présences invisibles, à savoir les caractéristiques qui font la valeur et la force des individus. Différentes manifestations de l'estime de soi, comme la fierté que dégagent les vendeuses de poisson toujours bien mises pour aller travailler, la mise en commun volontaire d'actifs tels que les bateaux de pêche, la résolution des conflits sur la plage même, et bien d'autres formes de négociations constituent la trame d'un capital social qui n'est jamais remarqué. Comment associer et exploiter les actifs invisibles pour générer de la richesse au sein des communautés, voilà la difficulté à laquelle les communautés de pêche sont confrontées.

Quelques réflexions concernant les présentations sur le genre et les chaînes de valeur

Lors du débat de groupe organisé sur le thème *Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique pour guider les politiques et les interventions*, l'un des membres du panel, Theodora Hyuha (Ouganda), a dégagé quatre points. Tout d'abord les technologies nouvelles au sujet desquelles elle a déclaré « les femmes pratiquant la pisciculture doivent se former aux nouvelles technologies. Pourtant, les agents de vulgarisation s'adressent souvent aux hommes en priorité, les femmes devant se débrouiller pour apprendre avec des informations de deuxième main ». Le deuxième point, évoqué dans plusieurs présentations, est que le secteur aquacole africain relève encore souvent de la seule subsistance. Son développement exige de pouvoir accéder au financement. Or, les femmes ne peuvent généralement prétendre qu'au microfinancement parce qu'elles ne peuvent guère fournir de caution, alors même qu'elles savent honorer leurs obligations financières.

En Ouganda, plus de 90 % des femmes remboursent les prêts qui leur sont consentis, contrairement aux hommes qui obtiennent des prêts importants et se soustraient à leurs obligations. Troisièmement, on a tendance à traiter les femmes comme un groupe homogène alors qu'il faudrait distinguer celles qui s'en sortent bien et celles qui auraient besoin d'un coup de main. Enfin, dans la plupart des pays, le système éducatif se veut non sexiste, ce qui implique une égalité de chances pour les garçons et les filles. La réalité est bien différente. Les filles rencontrent davantage d'obstacles que les garçons, par exemple la priorité accordée par la famille au paiement des frais de scolarité du garçon quand les finances sont insuffisantes. En outre, les filles sont élevées dans l'idée que les matières scientifiques sont difficiles et réservées aux garçons.

Autre thème important relevé par Sara Frocklin au cours des sessions, les organisations de femmes sont souvent inexistantes ou sans moyens dans la chaîne de valeur halieutique. Pour renforcer leurs positions et leurs capacités, les négociantes en produits de la pêche doivent disposer d'un lieu de réunion reconnu comme tel, bénéficier des possibilités de formation et avoir l'occasion de se rencontrer et de connaître leurs besoins collectifs.

Sebastian Mathew, du Collectif international d'appui à la pêche artisanale (ICSF), préconise une démarche fondée sur les droits fondamentaux pour briser les chaînes des femmes et leur permettre d'assumer les multiples fonctions sociales, sanitaires, génésiques et commerciales attendues d'elles dans les communautés côtières d'aujourd'hui. Selon Stella Williams, les femmes sont de plus en plus associées aux efforts de maintien de la paix en Afrique. Shaym Salim a rappelé qu'en Inde, les femmes des groupes d'entraide sont passées maîtresses dans la gestion de fonds et la reddition de compte. Lasse Linstrom a fait valoir que beaucoup avait été dit au sujet des femmes et des hommes, mais qu'il fallait aussi reconnaître la part importante qui revient aux enfants et aux jeunes dans de nombreux ménages. Mundis Maris, qui était représentée par Stella Williams et travaille également avec des jeunes, a constaté que les parents ne souhaitent pas voir leurs enfants s'engager dans la pêche, mais plutôt trouver des emplois spécialisés. Son travail l'a également conduite à approcher les populations à travers l'art et la créativité.

Remerciements
Nous souhaitons remercier l'IIFET et Aquafish, co-organisateurs de la Conférence IIFET 2012, tous les conférenciers, les membres de panel et leurs organisations pour leurs contributions, leurs présentations et les discussions rapportées dans le présent article.

L'Institut international de l'économie et du commerce des ressources halieutiques (IIFET : http://oregonstate.edu/dept/iifet/) est un groupement international d'économistes, de gestionnaires publics, de représentants d'entreprises du secteur de la pêche, et d'autres personnes intéressées par l'échange de recherches et d'informations sur les questions touchant aux ressources marines. Les conférences de l'IIFET ont lieu tous les deux ans, et celle de 2012 s'est tenue à Dar-es-Salaam (Tanzanie) sur le thème *Possibilités invisibles : aspects économiques de la pêche et de l'aquaculture durables et du commerce des produits de la pêche*. La Conférence IIFET 2012 a été conjointement organisée par l'Université de Dar-es-Salaam (www.udsm.ac.tz) et l'IIFET.

Le programme de soutien à la recherche en collaboration d'Aquafish (CRSP : http://aquafishcrsp.oregonstate.edu/) vise à améliorer les moyens de subsistance et à promouvoir la santé en cultivant des partenariats pluridisciplinaires internationaux qui font progresser la science, la recherche, l'éducation et les prises de conscience dans le domaine des ressources aquatiques. En alliant les ressources mises à disposition par des institutions des États-Unis d'Amérique et des pays hôtes, le programme d'AquaFish a pour objectif de renforcer les capacités des institutions participantes, développer la rentabilité de l'aquaculture, améliorer la gestion des pêches selon des modalités socialement et écologiquement acceptables et assurer une large diffusion aux résultats de recherche.

Le présent rapport a été établi par Meryl Williams avec le concours de tous les conférenciers, membres de panel et autres intervenants.

Améliorer la parité des sexes dans l'éducation et la formation en aquaculture : 30 années d'expérience dans le cadre du projet Dynamique physico-chimique des bassins aquacoles / aquaculture et du projet Aquaculture du Programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish

H. Egna[1], L. Reifke[1] et N. Gitonga[2]*

Source : *Asian Fisheries Science, numéro spécial 25S:119–128. 2012.*

Résumé

Le Programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish vise à améliorer la parité hommes-femmes dans les secteurs de l'aquaculture et de la pêche, de même que dans ses interventions, en offrant aux femmes et aux hommes des chances égales dans la recherche, la formation et l'éducation. Reconnaissant les obstacles et les difficultés complexes auxquels les femmes doivent faire face, le CRSP s'est efforcé de promouvoir la dimension du genre en se concentrant sur les femmes bénéficiant de ses recherches et de son action ainsi que sur celles rattachées au programme. La question du genre doit être abordée de manière transversale et individuelle dans tous ses projets. En dépit de ces mesures, les statistiques ventilées par sexe que produit AquaFish présentent les caractéristiques du phénomène dit du « tuyau percé » que l'on constate dans d'autres disciplines scientifiques. Dans le premier projet, Dynamique physico-chimique des bassins aquacoles/aquaculture (PD/A), et son successeur, le projet Aquaculture (ACRSP) (1982–2008), les femmes représentaient 36,8 % des étudiants inscrits à des formations diplômantes. Dans l'actuel CRSP, démarré en 2006 et toujours en cours, 55 femmes (55 %) ont obtenu leur licence. Même si ce résultat de 50 % de femmes diplômées est un accomplissement de taille, on ne retrouve pas la même proportion chez celles qui font carrière dans la recherche ou décrochent des postes de responsabilité dans des domaines scientifiques. On peut s'étonner que les femmes représentent toujours moins de 50 % des stagiaires inscrits aux formations de courte durée du CRSP. Des recherches plus approfondies devront être engagées pour comprendre les causes de cette déperdition et les obstacles à la participation des femmes.

Introduction

Les femmes interviennent à part entière dans les secteurs de l'aquaculture et de la pêche du monde entier. Même si leurs attributions et responsabilités commencent à évoluer dans certains pays, leur participation est toujours ralentie par de nombreuses contraintes. Les obstacles auxquels elles sont confrontées dans l'aquaculture et la pêche sont notamment le manque de disponibilité, la répartition du temps disponible, la propriété des terres et l'accès à l'eau, au crédit, au travail et aux services de formation et de vulgarisation. Faute de pouvoir se former, les femmes restent piégées dans des emplois précaires et mal payés sans perspective d'amélioration (FAO 1998).

Selon la FAO, la discrimination à l'égard des femmes tient au peu de valeur accordée à leur travail, une situation qui perdure dans le secteur de la pêche du fait de leur accès limité au crédit, aux technologies de transformation, aux installations de stockage et à la formation (FAO 2010). Même dans des pays développés comme les États-Unis d'Amérique, on trouve encore aujourd'hui des femmes qui ne gagnent que 0,82 dollar pour chaque dollar que touche un homme au même poste, soit une disparité d'environ 15 % à travail égal. Rares sont les femmes qui occupent des postes de direction dans la médecine, les sciences, les affaires, la pêche ou l'agriculture. À compter de 1975, la Décennie des Nations Unies pour la femme a stimulé l'action menée pour améliorer les conditions de vie des femmes et corriger les déséquilibres entre les deux sexes, mais beaucoup reste à faire.

Méthodes adoptées pour attirer les femmes dans les filières scientifiques et difficultés rencontrées

Lancé en 2006 et toujours en cours, le Programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish et les projets qui l'ont précédé — Dynamique physico-chimique des bassins aquacoles/aquaculture (PD/A) (1982–1996) et Aquaculture (ACRSP) (1996–2008) — sont conscients depuis longtemps de la marginalisation des femmes, des inégalités sociales et économiques inhérentes à leur situation et de la précarité des emplois qu'elles occupent dans l'aquaculture et la pêche. En favorisant la parité des sexes dans ses formations, le CRSP (ce sigle couvrant les trois initiatives d'Aquafish : PD/A, ACRSP, et CRSP) a pu offrir aux femmes les moyens de s'autonomiser, d'accroître leur pouvoir de négociation et d'accéder à de nouveaux débouchés professionnels. Le nombre croissant de diplômées à des postes

[1] AquaFish CRSP, 418 Snell Hall, Université de l'Oregon , Corvallis OR 97331 États-Unis d'Amérique
[2] Fish Africa, P.O. Box 64358-00620 Nairobi, 6200 Kenya
* Auteur à contacter. Courriel : Hillary.Egna@oregonstate.edu

universitaires, dans l'entreprise et la fonction publique, de même que la visibilité accrue des femmes dans les cours de formation et la sphère de l'action communautaire et régionale, contribuent à encourager les femmes à suivre des formations diplômantes. Dans l'aquaculture et la pêche, elles demeurent toutefois peu présentes dans les postes de haut niveau, et ce constat vaut également en ce qui concerne les postes de direction dans les sciences et la recherche.

Les femmes ont toujours été sous-représentées dans les carrières scientifiques et technologiques, l'ingénierie (Blickenstaff 2005) et les milieux universitaires (Bagihole 2000, cité dans Bebbington 2002). Même si leur représentativité s'est améliorée dans le monde au cours des dernières années, les données quantitatives globales sur leur contribution aux disciplines scientifiques montrent qu'elles ne restent pas engagées dans ces domaines dans la même proportion que les hommes, un phénomène décrit par la métaphore du « tuyau percé ». Blickenstaff (2005) et d'autres auteurs ont présenté la séquence qui amène les étudiantes du secondaire à l'université, puis au monde du travail, comme un tuyau perforé ici et là sur sa longueur, occasionnant des fuites, c'est-à-dire l'abandon de certaines d'entre elles. Ainsi, une étudiante va par exemple s'inscrire en licence dans une filière scientifique pour bifurquer à mi-parcours, ou encore s'orienter vers une autre carrière après avoir décroché un diplôme scientifique. Le souci est que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à abandonner (Blickenstaff 2005). Le problème semble progressif et persistant, en ce sens que leur participation continue de chuter tout au long du fameux tuyau, et que cette situation ne s'est pas améliorée au fil des années (Cronin et Roger 1995).

Le CRSP est parfaitement au fait du problème et, durant les 30 dernières années, il s'est efforcé de favoriser l'équilibre des sexes dans tous ses projets. Ses données concernant les diplômées confirment l'existence d'un « tuyau percé » et ce, en dépit de l'attention marquée qu'il a déployée pour promouvoir l'équité entre les sexes. Après avoir officieusement appliqué des normes de parité pendant des années, un niveau de référence de 50 % a été officiellement défini au début du CRSP pour former un nombre égal d'hommes et de femmes dans les stages de formation de courte et longue durée.

S'ils bénéficient de chances et d'un accès égal à l'éducation dès le début de leur scolarité, les hommes et les femmes devraient accéder à part égale aux carrières de recherche. Or, l'augmentation de femmes diplômées ne s'est pas traduite par un accroissement correspondant de la proportion de femmes dans les sciences, l'ingénierie et les technologies (Bebbington 2002). Selon une étude réalisée au Royaume-Uni, les femmes représentaient 2 %, voire moins, des titulaires de chaires d'enseignement dans de nombreuses disciplines scientifiques et technologiques et dans l'ingénierie (Bebbington 2002). Un phénomène analogue a été constaté avec les étudiants et les chercheurs du CRSP, comme on l'explique dans la suite du présent article. Glover (2002) a montré que même dans les domaines scientifiques où les femmes sont bien représentées, comme la biologie, elles n'atteignent pas nécessairement le sommet de l'échelle. L'égalité de rémunération reste tout aussi problématique, autant que le fait que les femmes héritent généralement des contrats de courte durée et qu'elles sollicitent moins de bourses de recherche, alors même qu'elles en obtiennent tout autant que les hommes quand elles en font la demande (Blake et LaVelle 2000, cités dans Bebbington 2002). À quoi cela est-il dû ? Quels sont les obstacles qui empêchent les femmes de traverser le tuyau de bout en bout pour faire carrière dans les sciences et la recherche ?

Plusieurs théories ont été avancées quant aux facteurs qui empêchent les femmes d'évoluer dans le secteur scientifique. On évoque ci-après quelques-unes des raisons qui pourraient expliquer cette déperdition dans le continuum et le fait que les femmes ne parviennent pas à grimper les échelons des filières scientifiques. Les explications présentées ci-dessous sont adaptées des travaux de Bebbington (2002), Blickenstaff (2005) et Glover (2002). Elles valent autant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Équilibrer les exigences professionnelles et familiales. Ce sont là des exigences auxquelles les femmes ne peuvent se soustraire, et la situation est encore exacerbée dans les pays en développement où elles consacrent beaucoup de temps aux corvées d'eau, à s'occuper des enfants et à la récolte. Les données des formations courtes du CRSP suggèrent que le problème est plus complexe qu'il n'y paraissait initialement. Quand le CRSP dispensait des formations courtes localement, les femmes n'étaient pas nécessairement plus nombreuses. Au contraire, lorsqu'il s'agissait d'études longues et à distance, imposant un départ pour les États-Unis d'Amérique, on constatait un plus fort pourcentage d'inscriptions féminines.

Rôles dévolus aux deux sexes par la société. Des rôles nous sont assignés en fonction de notre sexe quasiment à la naissance. Les femmes se sentent souvent contraintes d'assumer la charge du foyer, et les hommes autant que les femmes peuvent avoir du mal à vraiment accepter que des femmes s'engagent dans des voies scientifiques, ou à les encourager à le faire, parce que ce ne sont pas les rôles traditionnels auxquels ils se sont habitués.

La pédagogie et les programmes d'enseignement scientifique sont davantage axés sur les hommes. Cela peut démarrer très tôt, avec des manuels scolaires dont les illustrations font la part belle aux garçons ou avec des instituteurs qui accordent plus d'attention aux garçons, et cette situation peut se poursuivre jusque dans les cycles supérieurs où l'on trouve davantage d'étudiants et de professeurs de sexe masculin aux postes élevés.

Le travail des femmes est souvent passé sous silence ou sous-évalué. Une personne n'est guère motivée à poursuivre si elle a le sentiment qu'elle ne sera pas reconnue dans son travail. C'est souvent le sort qui attend les contributions des femmes à la recherche.

Valeurs personnelles des femmes. Au bout du compte, une femme peut accorder plus de valeur à son éducation qu'à sa carrière. Les femmes ont une vision différente du succès selon leur appartenance ethnique, leur culture et leurs valeurs personnelles.

Culture des milieux scientifiques. Nombre des motifs ci-dessus pourraient être considérés comme partie intégrante de la culture des milieux scientifiques. La masculinisation de cette culture pourrait contribuer à la sous-représentation des femmes. Si elles ont le sentiment qu'elles ne parviendront pas à progresser ou qu'elles ne sont pas bienvenues dans ces disciplines, elles peuvent fort bien s'orienter vers d'autres voies professionnelles.

Favoriser la parité dans les projets de recherche scientifique et technologique est un parcours jalonné d'embûches. Pour passer outre, le CRSP utilise un cadre dont les lignes directrices consistent à dresser un processus initial, fixer les objectifs du programme, identifier les chefs de projet et les mentors, et définir les mesures de reddition de compte qui permettront de valider l'ensemble du processus et de donner toutes ses chances au projet (figure 1). Au stade du processus initial, il s'agit d'avoir une vue globale des moyens qui favoriseront l'équité entre les sexes ; la programmation permet de décrire plus précisément les objectifs de parité à l'échelle du programme ; la phase d'identification des chefs de projet a pour objet de discuter des moyens d'autonomiser les champions et les modèles ; enfin, la reddition de compte est une procédure de réflexion permettant de déterminer ce qui a contribué ou non à favoriser l'égalité des sexes. Ce modèle se veut itératif en ce sens que les succès, les acteurs et les résultats sont réinjectés dans le système, créant ainsi une boucle de rétroaction positive qui alimente le mentorat, le développement et, au final, l'équité hommes-femmes.

Le CRSP s'est efforcé de corriger certaines des difficultés que les femmes rencontrent dans les domaines scientifiques en offrant aux deux sexes les mêmes possibilités d'accès à ses activités de recherche, de formation, d'éducation et autres. Soucieux de promouvoir une plus grande équité, le CRSP s'est doté d'une démarche multiforme pour promouvoir et intégrer l'égalité des sexes. Voici quelques-unes des mesures qu'il a adoptées à cet effet :

a) collecte et analyse de données ventilées par sexe dans chaque projet exécuté afin d'évaluer le degré de prise en compte de la parité hommes-femmes ;

b) encouragement à la participation des femmes dans ses formations formelles et informelles, fondé sur un objectif de 50 % de femmes dans ses cours ;

c) obligation faite aux principaux projets de recherche de formuler une stratégie visant à intégrer et favoriser l'équité hommes-femmes (Stratégie sur la parité) ;

d) collaboration avec chacun des principaux projets de recherche en vue de s'assurer qu'il prévoit au moins une enquête sur le genre ; et,

e) mise en place de services de vulgarisation et de services techniques spécialement destinés aux femmes sur la gestion durable de l'aquaculture et des ressources aquatiques.

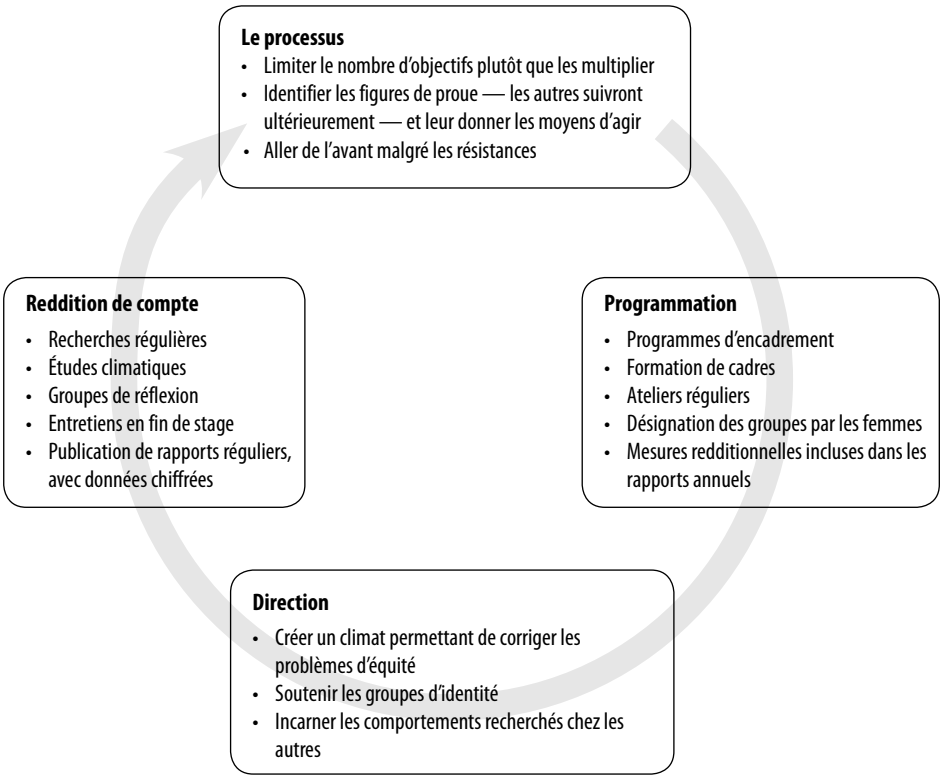

Figure 1. Diagramme contextuel illustrant le processus d'intégration de l'équité hommes-femmes dans les programmes scientifiques et les recherches.

Synopsis des formations offertes par le Programme CRSP d'AquaFish

Formations de longue durée

Le CRSP s'emploie à dispenser des formations aux étudiants intéressés par l'aquaculture et la pêche et susceptibles de travailler par la suite dans ces domaines, que ce soit en tant que propriétaires ou gestionnaires d'exploitations privées, fonctionnaires au sein d'organes publics, membres d'organisations non gouvernementales ou enseignants dans des établissements d'enseignement supérieur voués à la recherche et à la vulgarisation. À cette fin, il a axé ses formations longues sur l'enseignement des connaissances biologiques et écologiques générales, des principes scientifiques et des méthodes de recherche, et offre en outre aux étudiants une première expérience de la conduite de travaux expérimentaux. Ses formations longues sont généralement diplômantes (licence, maîtrise ou doctorat ès sciences) et sont dispensées par des établissements d'enseignement supérieur aux États-Unis d'Amérique, dans un pays hôte participant ou dans un pays tiers. Le CRSP espère que ces étudiants formeront la prochaine génération de chercheurs et d'administrateurs de recherches sur l'aquaculture, la pêche et les sciences connexes. Le but est de les doter des aptitudes nécessaires à la conduite de recherches scientifiques, à la production de connaissances nouvelles et à la résolution des problèmes urgents auxquels sont confrontés leurs pays d'origine.

S'agissant des projets Dynamique physico-chimique des bassins aquacoles / aquaculture (PD/A) et Aquaculture (ACRSP) (collectivement désignés par le sigle ACRSP dans le reste de cet article) qui ont duré de 1982 à 2008, 683 étudiants ont achevé leurs études et obtenu leur diplôme, avec l'aide partielle ou totale du CRSP (Aquaculture CRSP 2008). Les femmes représentaient 36,8 % des étudiants pour lesquels on disposait de données de genre (tableau 1). À compter de 1999 environ, on constate une augmentation spectaculaire du nombre de femmes qui ont achevé des études diplômantes, et le pourcentage de candidates a été systématiquement supérieur à 40 % pendant les trois dernières années du programme (2006–2008). Le pourcentage de femmes en quête d'un diplôme diminuait à mesure que le niveau d'études augmentait. Ainsi, 41,8 % des inscrits en licence ès sciences étaient des femmes ; en maîtrise, les femmes comptaient pour 33,1 % du total ; et les doctorantes représentaient 30,5 % de l'ensemble des étudiants à ce niveau (tableau 2). Ce constat confirme une déperdition progressive et persistante le long du parcours des femmes. Cela étant, une proportion d'au moins 30 % d'inscrites a pu être atteinte à tous les niveaux d'enseignement pendant les quelque 30 années qu'ont duré ces programmes.

En 2010, le Programme CRSP d'Aquafish (à distinguer des projets PD/A et ACRSP) avait offert des formations diplômantes — dont certaines toujours en cours — à 273 étudiants, dont 130 femmes (47,6 %) (AquaFish CRSP 2010). Durant la période 2008–2010, les femmes représentaient au moins 50 % des étudiants diplômés chaque année (tableau 1). Associées à celles des trois années précédentes pour le projet ACRSP, ces données montrent que plus de la moitié des diplômés (51 %) des cinq dernières années étaient des femmes. Accroître l'équité dans l'offre d'éducation est en soi une réalisation de taille.

Tableau 1. Nombre d'étudiants ayant achevé des études diplômantes avec l'appui du CRSP pendant la période 1984–2010. Les données du projet ACRSP sur l'obtention de diplômes sont présentées pour la période 1984–2008 et les données correspondantes concernant AquaFish pour la période 2008–2010. Comme la collecte de données sur l'obtention de diplômes commence après le démarrage des études, des diplômes ont été attribués en 1984 alors même que le premier programme du CRSP a vait commencé en 1982. Pour ce qui est d'AquaFish, il y a un chevauchement entre l'obtention des premiers diplômes et la dernière année du projet ACRSP (ces deux programmes étant exécutés en parallèle) ; par conséquent, des données indépendantes sont présentées pour 2008 pour le projet ACRSP comme pour AquaFish.

Année	**Nombre total** (données non collectées)	**Nombre de femmes** (en %)	**Année** (suite)	**Nombre total** (données non collectées)	**Nombre de femmes** (en %)
1984	4	0,0	2000	34	32,4
1985	16	37,5	2001	54	38,9
1986	13	38,5	2002	15	20,0
1987	17	47,1	2003	3	0,0
1988	6	16,7	2004	76	34,2
1989	16	12,5	2005	47	38,3
1990	20 (2)	33,3	2006	37 (1)	50,0
1991	10	10,0	2007	36	47,2
1992	13	38,5	2008	29	44,8
1993	9	11,1	Année inconnue	98 (3)	41,1
1994	11	27,3	**Total Aquafish**	**683 (7)**	**36,8**
1995	25	36,0	2008	17	72,2
1996	12	25,0	2009	63	50,8
1997	12 (1)	54,5	2010	20	50,0
1998	27	29,6	**Total Aquafish**	**100**	**55,0**
1999	43	44,2	**Total**	**783 (7)**	**39,1**

Tableau 2. Diplômes attribués à des étudiants des deux sexes durant les 25 années d'exécution du projet ACRSP (1982–2008).

Diplôme	Nombre total (pas de données recueillies / rapportées sur le genre)	Nombre de femmes (en %)
BA / BS	304	41,8
MS	274 (3)	33,6
PhD / PostDoc	82	30,5
Données non disponibles	23 (4)	31,6
Toutes catégories de diplômes	683 (7)	36,8

Cependant, même si le programme semble avoir atteint la parité hommes-femmes, cela ne signifie pas pour autant que les deux sexes accèdent aux carrières de recherche dans des proportions équivalentes. Qui donc fait le travail à l'heure actuelle ?

Pour ce qui est des titulaires de postes de direction dans les disciplines scientifiques, le CRSP compte une Américaine parmi ses sept chercheurs principaux (soit 14,3 %), une proportion légèrement supérieure aux trois femmes que comptait le projet ACRSP sur 24 chercheurs (12,5 %). En outre, la direction du CRSP est assumée par une femme qui est aussi directrice de recherches. Toutefois, si l'on tient compte de l'ensemble des chercheurs principaux, de leurs collaborateurs et des chargés de recherche dans les sept principaux projets de recherche du Programme, on trouve 25 femmes sur un effectif de 99 personnes (25 %). Où ont donc disparu les diplômées ? Sur deux femmes susceptibles de décrocher leur diplôme, il y en a une qui reste absente du cadre de direction scientifique du programme. Il devrait y avoir dans la filière plus de femmes récemment diplômées. Comme le pourcentage de femmes diplômées était plus faible avant 1999, elles étaient moins nombreuses à pouvoir prétendre à des postes de directeurs de recherche, de chercheurs principaux et d'administrateurs exécutifs de programmes de recherche. Leur nombre pourrait donc augmenter dans les années à venir à mesure qu'elles progressent dans la filière.

Formations de courte durée

Le CRSP appuie depuis 30 ans des formations courtes pour l'apprentissage de matières spécifiques lors de cours intensifs pouvant aller d'une demi-journée à deux ou trois semaines et jusqu'à six mois. L'apprentissage s'inscrit généralement dans des cours, ateliers et séminaires de courte durée ou encore dans la participation à des conférences. Cette catégorie de formations cible principalement les exploitants, les agents de vulgarisation, les fonctionnaires, d'autres parties prenantes ou des étudiants qui veulent acquérir des notions d'aquaculture et de pêche ou se doter de compétences nouvelles qu'ils appliqueront dans des exploitations, des travaux de recherche, des unités de production, des entreprises ou encore dans leur action d'éducation et de sensibilisation. On y présente l'état des connaissances sur les espèces ciblées, tandis que les formations visant l'acquisition de compétences portent, entre autres, sur des thèmes tels que la construction de bassins, la gestion des géniteurs, la multiplication du poisson, l'élevage de larves de poisson en écloserie, la production d'alevins, la surveillance de la qualité de l'eau, l'informatique, les méthodes de vulgarisation et d'enquête, la commercialisation et la tenue de registres. Dans la catégorie des formations de courte durée, citons également les prestations individuelles d'information aquacole concernant des situations particulières, les sessions d'encadrement et de formation en cours d'emploi qui sont dispensées sur le terrain, et les stages en détachement visant à impartir des compétences particulières aux participants.

L'examen des données préliminaires sur le genre dans les formations courtes de l'actuel CRSP (qui a débuté en septembre 2006) révèle une proportion d'environ 34 % de femmes sur plus de 3 000 inscrits à une grosse centaine de formations. Cette proportion, qui était d'environ 30 % pour les deux premières années du programme, est ensuite passée à 40 % environ en 2010 (tableau 3). Malgré cette augmentation, le degré de participation n'est pas aussi important que dans les formations de longue durée.

Les femmes sont supposées avoir une préférence pour les formations brèves qui sont généralement dispensées localement et exigent un moindre investissement en temps. Les données présentées n'appuient pas cette hypothèse et montrent au contraire qu'une plus grande proportion de femmes s'engage dans des études longues et à distance. Il se pourrait que les formations courtes n'aient pas été suffisamment annoncées ou rendues accessibles, ou encore qu'elles intéressent moins les femmes que les hommes.

Tableau 3. Formations non diplômantes suivies par des personnes des deux sexes pendant la période d'exécution du programme CRSP d'AquaFish.

Année	Nombre total	Nombre de femmes (en %)
2008	888	33 ,9
2009	1 440	31 ,8
2010	694	39 ,6
Total	**3 022**	**34 ,2**

Les usages culturels et les dimensions de genre qui prévalent dans les endroits où se tiennent les formations pourraient aussi entrer en ligne de compte. Les pourcentages de femmes formées en Afrique (par exemple au Kenya, au Mali et en Ouganda) sont moins élevés qu'en Asie et en Amérique latine. Ces disparités dans l'entrée en formation pourraient s'expliquer par la popularité du sujet enseigné dans un endroit donné ou encore par le degré de développement de l'aquaculture dans un pays ou une zone géographique donnée. Plus de 80 % de la production aquacole mondiale vient d'Asie, tandis que l'Afrique et l'Amérique latine ne représentent à elles deux qu'environ 4 % du total. Le développement massif de l'aquaculture en Asie pourrait expliquer l'augmentation du nombre de stagiaires féminines en provenance de pays asiatiques ; en revanche, cela n'explique pas les chiffres plus importants pour l'Amérique latine où l'aquaculture est loin d'être aussi développée. Étant donné que des efforts concertés — comme l'obligation des enquêtes sur la parité et les stratégies nationales sur l'égalité des sexes

— commencent à s'intensifier dans les formations brèves, et que l'aquaculture connaît un développement géographique généralisé, on peut s'attendre à une augmentation du nombre de participantes.

Conclusions sur l'intégration de la dimension du genre dans les programmes et travaux de recherche scientifique

La situation des femmes s'est considérablement améliorée au cours des dernières années du point de vue de l'égalité des droits, des possibilités d'éducation et d'emploi, de l'amélioration des traitements et du pouvoir politique. On compte aujourd'hui plus de femmes employées dans le secteur formel que jamais auparavant. Compte tenu du vieillissement des cohortes d'individus qui ont été à l'avant-garde de la science aquacole, de nombreux départs à la retraite sont à anticiper et de nombreux postes de cadres de haut niveau seront bientôt disponibles, dont certains pourraient être occupés par des femmes. Conjuguée à l'augmentation du nombre de diplômées, cette situation pourrait bien commencer à boucher les trous du fameux tuyau percé. Pour y parvenir, il faudra inciter les femmes à rester assez longtemps dans la filière pour pouvoir prétendre à ces postes de direction.

Pour mieux comprendre les causes de cette déperdition dans la filière des sciences aquacoles, les recherches à venir devraient prévoir un suivi des diplômées du CRSP. Nous devons engager une réflexion critique sur cette déperdition et mettre en place des mesures résolues pour combler le fossé entre la formation et l'emploi, de même qu'entre l'emploi et la progression de carrière. Des recherches qualitatives s'imposent en outre pour étudier les modalités et les causes de la persistance de ces obstacles. Une connaissance plus fine de la déperdition aux différents stades de la filière supposera une évaluation des processus, et pas seulement en termes statistiques. Une démarche épistémologique (Bebbington 2002) devra aussi être adoptée pour comprendre un autre aspect de cette question complexe, à savoir la relation des femmes à la science et à la production de connaissances scientifiques. À mesure que le corpus de données scientifiques continue de grossir et de s'affiner, aucune perspective n'est à négliger et nous devons veiller à rassembler des connaissances exactes et les plus objectives possibles. Durant leur longue période d'activité, les projets PD/A, Aquaculture et maintenant le programme CRSP d'AquaFish ont contribué à promouvoir l'égalité des sexes et à offrir des formations aux femmes en recueillant des données ventilées par sexe, en définissant des objectifs spécifiques et en évaluant les résultats. Ces efforts soutenus ont donné les résultats escomptés, à savoir une augmentation progressive de la participation des femmes aux formations de courte et de longue durée. Nous espérons que ces efforts auront des retombées durables sur l'égalité hommes-femmes à tous les niveaux des secteurs de l'aquaculture et de la pêche.

Remerciements

Les activités du Programme sont financées par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) (en vertu de l'accord CA/LWA No. EPP-A-00-06-00012-00), par l'Université de l'Oregon et par les institutions participantes des États-Unis d'Amérique et des pays hôtes. Les auteurs tiennent à exprimer leurs sincères remerciements à Terryl Ross, précédemment employé au Bureau des communautés et de la diversité de l'Université de l'Oregon, ainsi qu'aux organisateurs du troisième Symposium FAO sur le genre dans l'aquaculture et la pêche. Le contenu du présent document ne traduit pas nécessairement la position ou la politique officielle de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). La mention de marques de commerce ou de produits commerciaux dans le présent rapport ne vaut pas approbation ou recommandation de leur utilisation de la part de l'USAID ou du Programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish. L'exactitude, la fiabilité et l'originalité des travaux présentés dans ce rapport relèvent de la responsabilité individuelle des auteurs.

Références

Aquaculture Collaborative Research Support Program. 2008. Final Report: 1996 to 2008. Aquaculture CRSP, Oregon State University, Corvallis, Oregon, 1, 76 p.

AquaFish Collaborative Research Support Program. 2010. Fourth Annual Report. AquaFishCRSP, Oregon State University, Corvallis, Oregon, 238 p.

Bagilhole B. 2000. Too little too late? Academe and gender: What has changed and what has not changed? Higher Education in Europe 25:139–145.

Bebbington D. 2002. Women in science, engineering and technology: a review of the issues. Higher Education Quarterly 56:360–375.

Blake M. and La Valle I. 2000. Who applies for research funding? Key factors shaping funding application behaviour among women and men in British higher education. London: Wellcome Trust. 179 p.

Blickenstaff Jacob C. 2005. Women and Science Careers: Leaky Pipeline or Gender Filter? Gender and Education 17:369–386.

Cronin C. and Roger A. 1995. Theorizing progress: women in science, engineering, and technology in higher education. Journal of Research in Science Teaching 36:637–661.

FAO. 2010. http://www.fao.org/gender/en. Accessed 12 August 2010.

Glover J. 2002. Women in scientific employment: Current perspectives from the UK. Science Studies 15:29–45.

United Nations Food and Agriculture Organization (UNFAO). 1998. Women feed the world. Prepared for World Food Day, 16 October 1998. Rome, Italy. 1 p.

Amélioration des moyens de subsistance, du revenu et de la nutrition des femmes par le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes dans la région du Teraï, au Népal

S. Rai[1], S.H. Thilsted[2], M.K. Shrestha[1], M.D. Abdul Wahab[3] et K. Gharti[4]*

Source : *Asian Fisheries Science, numéro spécial 25S:217–225. 2012.*

Résumé

Nombre de femmes et d'enfants pauvres du Népal souffrent de malnutrition résultant de carences en vitamines et en minéraux. En décembre 2008, un projet intitulé « Amélioration des moyens de subsistance, du revenu et de la nutrition des femmes par le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes dans le Teraï (Népal) » a été mis en œuvre dans le district de Chitwan pour étudier la contribution possible de petites espèces de poissons autochtones à la lutte contre la malnutrition. Cinquante bassins d'élevage familiaux, de 100 m^2 chacun, ont été construits et peuplés de carpes, notamment le rohu (*Labeo rohita*), la carpe argentée (*Hypophthalmichthys molitrix*), la carpe à grosse tête (*Aristichthys nobilis*) et le mrigal (*Cirrihinus mrigala*), de petites espèces autochtones comme le dedhwa (*Esomus danricus*), le mara (*Amblypharyngodon mola*) et le pothi (*Puntius sophore*), et de crevettes (*Macrobrachium rosenbergii*). La production moyenne a atteint au total 2,6 tonnes par ha et par an, bien qu'elle ait été freinée par de faibles taux de peuplement et par la mortalité due à l'eau contaminée acheminée par les canaux d'alimentation. En moyenne, les ménages des exploitantes ont consommé 54 % de la production. Tous les chefs d'exploitation étaient des femmes dont les familles ont consommé l'intégralité des petits poissons autochtones, et vendu les carpes et les crevettes. Leur consommation de poisson était supérieure à la moyenne nationale qui reste en deçà des normes mondiales. En 250 jours, les exploitantes ont gagné 1 523 roupies népalaises par ménage. En dépit des modestes résultats obtenus dans le cadre du projet, c'est un début encourageant pour l'introduction de nouvelles pratiques d'élevage qui permettent d'améliorer le revenu ainsi que la situation alimentaire et nutritionnelle des femmes et de leurs ménages.

Introduction

La malnutrition due aux carences en vitamines et minéraux chez les femmes et les enfants pauvres du Népal a été clairement reconnue comme un grave problème sanitaire (Ministère de la santé et de la population (MOHP) 2006). Les oligo-éléments essentiels tels que le fer, le zinc, la vitamine A et le calcium ne sont pas suffisamment présents dans l'alimentation des Népalais, et nombre d'entre eux sont sujets aux maladies et aux troubles dus aux carences en micronutriments. Les formes de malnutrition les plus communes dans le pays sont la malnutrition protéino-énergétique, les troubles dus à la carence en iode, les carences en vitamine A et les anémies ferriprives. Près de 48 % des enfants de moins de cinq ans sont anémiés et 49 % présentent des retards de croissance (MOHP 2006). De même, 36 % des femmes de 45 à 49 ans sont anémiées (MOHP 2006). La situation est alarmante, notamment chez les femmes et les enfants des communautés ethniques rurales qui manquent autant de ressources que d'éducation. Par manque de moyens, les femmes ont un apport insuffisant en éléments nutritifs, et il est donc important de leur fournir des sources d'aliments riches en micronutriments.

Les petites espèces de poissons autochtones sont particulièrement intéressantes du fait de leur forte teneur en oligo-éléments essentiels, notamment les vitamines et les minéraux (Roos et al. 2007a). L'analyse de la teneur en micronutriments d'espèces communes au Bangladesh, telles que le mola (*Amblypharyngodon mola*) et le darkina (*Esomus danricus*), ont révélé des teneurs bien plus élevées en vitamine A, en calcium et en fer que chez les poissons d'élevage (Roos et al. 2006). Selon d'autres études réalisées dans des ménages ruraux pauvres du Bangladesh et du Cambodge, même de petites quantités de mola, un poisson riche en vitamine A produit dans les élevages familiaux, pourraient satisfaire les besoins annuels en vitamine A de 2 millions d'enfants bangladeshi. Un repas quotidien traditionnel accompagné d'un petit poisson riche en fer, appelé trey changwa plieng (*Esomus longimanus*), peut fournir 45 % de l'apport quotidien moyen en fer des Cambodgiennes (Roos et al. 2007b). Le polyélevage semi-intensif des carpes est le principal système aquacole établi au Népal.

[1] Aquaculture Department, Institute of Agriculture and Animal Science, Rampur, Chitwan, Népal
[2] Department of Human Nutrition, Faculty of Life Sciences, University of Cophenhagen, Danemark
[3] Faculty of Fisheries, Bangladesh Agriculture University, Mymensingh, Bangladesh
[4] Fisheries Research Division, Nepal Agriculture Research Council, Trishuli, Nuwakot, Népal
* Auteur à contacter. E-mail address: sunilarai@yahoo.com

Cette polyculture n'a cependant pas d'incidence sur la consommation de poisson des ménages parce que les carpes sont généralement vendues sur les marchés une fois qu'elles ont atteint une belle taille et non consommées par l'exploitant. En outre, l'établissement de systèmes de production qui favorisent la consommation de poissons riches en oligo-éléments par les ménages, en parallèle de la production de carpes, contribue à relever le revenu familial.

Le polyélevage de petits poissons autochtones, aux côtés des carpes et des crevettes, est l'une des options envisageables. L'introduction de crevettes et de petites espèces autochtones dans les bassins d'élevage de carpes peut être bénéfique à deux titres : i) elle améliore la situation nutritionnelle de la famille des exploitants qui peuvent régulièrement prélever et consommer des poissons nutritifs et dont le recrutement s'auto-entretient ; et, ii) elle augmente le revenu des ménages grâce aux recettes générées par les prix de vente élevés des carpes et des crevettes sur les marchés locaux. Pour réaliser ce potentiel et s'attaquer à la malnutrition, un projet intitulé « Amélioration des moyens de subsistance, du revenu et de la nutrition des femmes par le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes dans le Teraï (Népal) » (projet de polyélevage) a été mis en œuvre dans le district de Chitwan, situé dans la plaine du Teraï, par l'Institut népalais de sciences agricoles et animales (IAAS), en collaboration avec l'Université agricole du Bangladesh (BAU) et l'Université de Copenhague (KVL). Ce projet, toujours en cours d'exécution, a pour objectif d'améliorer la santé et la nutrition des femmes et des enfants en augmentant l'apport en petits poissons autochtones riches en oligo-éléments, et d'autonomiser les femmes en relevant le revenu familial. Le projet sera exécuté sur trois ans, de décembre 2008 à novembre 2011.

Le projet a démarré dans une communauté tharu. Les Tharu, groupe ethnique marginalisé du Népal, représentent 6,8 % de la population du pays (Bureau central de la statistique 2006). Depuis toujours, les Tharu pêchent dans les rivières, les marais, les lacs et les bassins pour alimenter les nombreux membres de leurs familles. Les captures sont maigres et irrégulières. C'est pourquoi la production de poisson dans des bassins qui leur appartiennent en propre pourrait leur assurer des rendements plus réguliers, tout en améliorant le revenu et la situation nutritionnelle des ménages. Cela permettrait aussi d'atténuer la pression de pêche et de favoriser la reconstitution des stocks dans les plans d'eau naturels.

Activités

Sélection des sites et des exploitations

Le projet ayant pour objet d'autonomiser les femmes grâce à la pisciculture, seules des exploitantes ont été sélectionnées. Elles ont pris part à des activités rémunératrices qui visaient à les autonomiser au plan économique et social. Au total, 50 exploitantes ont été sélectionnées à Fulloria, Mudovar, Jeetpur et Simara dans le district de Chitwan. Au nombre des critères de sélection figuraient l'accès aux ressources, notamment les ressources en eau, et l'intérêt manifesté pour la pisciculture.

Construction des bassins

La deuxième étape a été consacrée à la construction des bassins. Au total, 50 bassins d'une taille moyenne de 98,5 m² ont été construits sur les sites retenus, avec une fourchette de superficies allant de 35 m² à 236 m². La taille des bassins était fonction du terrain dont disposait l'exploitante et de la surface qu'elle était prête à leur consacrer. Les bassins construits au titre du projet représentaient une superficie globale de 0,5 ha. Les travaux ont démarré en février et se sont poursuivis jusqu'à la fin mars 2008.

Peuplement et gestion des bassins

Le peuplement des bassins a été réalisé en mai 2008 au moyen d'alevins de quatre espèces de carpes — le rohu (*Labeo rohita*), le mrigal (*Cirrihinus mrigala*), la carpe argentée (*Hypophthalmichthys molitrix*) et la carpe à grosse tête (*Aristichthys nobilis*) — de trois petites espèces de poissons autochtones — le dedhwa (*Esomus danricus*), le mara (*Amblypharyngodon mola*) et le pothi (*Puntius sophore*) — et d'une espèce de crevette (*Macrobrachium rosenbergii*). Les taux de peuplement en alevins de rohu, mrigal, carpe argentée et carpe à grosse tête et en juvéniles de crevettes s'établissaient respectivement à 3 000, 1 000, 1 000, 2 500 et 10 000 individus par ha (tableau 1). La densité de peuplement en petits poissons autochtones était de 25 000 individus par ha. Les exploitantes ont opté pour cinq formules d'élevage différentes : i) élevage de carpes ; ii) association carpes et crevettes ; iii) association carpes, dedhwa et crevettes ; iv) association carpes, pothi et crevettes ; et, v) association carpes, dedhwa, mara, pothi et crevettes. Comme on peut le voir dans le tableau 1, chaque formule a été choisie par dix exploitantes. Les juvéniles de crevettes ont été importés du Bangladesh et maintenus pendant un mois dans les bassins de l'IAAS avant leur transfert dans les bassins d'élevage. Les poissons ont été quotidiennement alimentés par un mélange de son de riz et de tourteaux de soja à 3 % de la biomasse totale estimée. Les bassins ont été fertilisés tous les mois avec de l'urée, du phosphate de diammonium et des bouses de vache aux taux de 0,4 g N m^{-2} $jour^{-1}$ et 0,1 g P m^{-2} $jour^{-1}$ (Shrestha et Pandit 2007). Un registre a été fourni à chaque exploitante pour lui permettre d'enregistrer le nombre et le poids des poissons consommés par son ménage, vendus, prélevés, ou morts, ainsi que les quantités d'aliments et d'engrais appliquées. Les entrées des registres ont été vérifiées par le superviseur des activités de terrain et un étudiant associé au projet en tant que chargé de recherche. Par la suite, les registres ont permis d'estimer la production de poisson et le revenu des exploitantes.

Formation

Deux sessions de formation ont été organisées, l'une au profit des formatrices et l'autre pour les exploitantes. Dix-huit exploitantes ayant déjà une bonne expérience, dont 13 membres de la Société de développement rural intégré (RIDS) et cinq membres de la Société d'autonomisation rurale (REST), ont été formées pour devenir formatrices par des spécialistes de l'IAAS et du Conseil népalais de la recherche agricole (NARC). Les cours couvraient les bases du polyélevage carpes-petites

Tableau 1. Densité de peuplement (nombre d'alevins / juvéniles par hectare) en carpes, petites espèces autochtones et crevettes dans les différents types d'élevage, chaque formule ayant été choisie par dix exploitantes.

Espèces	Formule d'élevage				
	Carpes	Carpes-crevettes	Carpes-dedhwa-crevettes	Carpes-pothi-crevettes	Carpes-dedhwa-mara-pothi-crevettes
Rohu	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Mrigal	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Catla	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Silver carp	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Dedhwa	-	-	25 000	-	8 334
Pothi	-	-	-	25 000	8 333
Mara	-	-	-	-	8 333
Crevettes	-	10 000	10 000	10 000	10 000

espèces autochtones-crevettes et l'importante contribution des petits poissons autochtones à la nutrition des femmes et des enfants. La formation a été suivie d'une excursion à Madi où les participantes ont pu visiter une ferme piscicole intégrée et discuter avec leurs exploitants. Les 18 exploitantes d'expérience qui avaient suivi la formation sur le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes ont ensuite pris le relais en tant que formatrices du projet. Un mois plus tard, elles ont dispensé une formation aux exploitantes sélectionnées. Un manuel en népali sur le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes a été préparé et distribué à toutes les exploitantes durant la formation.

Groupements de piscicultrices

Trois groupes d'entraide ont été constitués et les exploitantes ont été réparties entre les groupes en fonction de leur lieu d'appartenance :

i. les exploitantes de Fulloria ont été assignées au groupe Namuna Bikash Mahila Machapalan Krishak Samuha ;

ii. celles de Mudovar ont rejoint le groupe Janmukhi Mahila Machapalan Krishak Samuha ; et,

iii. les femmes de Jeetpur et de Simara ont constitué le Rai Mahila Machapalan Krishak Samuha.

Chaque groupe comptait entre 15 et 18 membres. Les femmes ont travaillé, élaboré des plans et partagé leurs difficultés dans le cadre de leur groupe, ce qui a développé un esprit de collaboration, tout en favorisant la cohésion sociale. Chaque groupe tenait une réunion mensuelle durant laquelle les membres versaient 10 roupies népalaises (NPR) par mois au fonds de leur groupe. Par la suite, ces fonds ont permis d'accorder aux membres nécessiteux des prêts individuels de 500 à 5 000 NPR, à un taux mensuel de 1 à 2 %, et de réparer des équipements tels que les pompes et les filets de pêche.

Prélèvements partiels des petites espèces autochtones

Les petits poissons autochtones ont commencé à se développer dans les bassins dans les deux mois suivant leur introduction. Les exploitantes et leurs familles ont commencé à les consommer peu de temps après avoir constaté la présence de nouveaux juvéniles. Ces poissons ont été régulièrement prélevés à la senne jusqu'à la fin de la période d'élevage.

Résultats

Production de poissons et de crevettes

Après leur introduction en mai, les poissons ont été élevés pendant 250 jours et les crevettes pendant 150 jours. Les crevettes ont été récoltées avant la fin novembre, période à laquelle les températures commencent à chuter en deçà des niveaux propices à leur croissance et à leur survie. La production moyenne totale a été estimée à 16,5 kg par bassin, soit 2,6 tonnes par hectare et par an. La production totale représente la moyenne des poissons (carpes et petits poissons autochtones) et des crevettes consommés et vendus pour l'ensemble des 50 bassins. La production totale par bassin variait selon la taille du bassin et de l'exploitation, et se situait dans une fourchette de 3,4 à 40,3 kg par bassin. Certains bassins ont été empoisonnés par de l'eau contaminée provenant du canal d'amenée d'eau, ce qui a tué la plupart des poissons et fait chuter la production. L'eau du canal avait été contaminée par un pesticide que les pêcheurs utilisent pour pêcher dans la rivière Rapti. Les huit bassins touchés ont été vidés et asséchés vers le milieu du projet.

La production totale des bassins où de petits poissons autochtones avaient été introduits était supérieure dans une proportion de 27 à 33 % à celle des bassins où ils étaient absents (figure 1). Les carpes prédominaient (88 %), tandis que les petites espèces autochtones et les crevettes représentaient respectivement 8 et 4 % de la production globale. Parmi les poissons autochtones, la plus forte production moyenne, soit 2,4 kg par bassin, revenait aux dedhwa, tandis que les autres poissons autochtones et les pothi représentaient respectivement 1,9 et 1,7 kg par bassin. Pour les crevettes, la production moyenne s'établissait à 0,73 kg par bassin, avec une fourchette de 0,01 à 3,27 kg par bassin. La production totale ne montrait pas de variations significatives ($P < 0,05$) d'une formule d'élevage à l'autre. La production moyenne totale était néanmoins plus élevée dans les bassins où des espèces autochtones avaient été introduites que dans ceux qui

ne contenaient que des carpes. La plus forte production totale (18,7 kg par bassin) correspondait au polyélevage carpes-dedhwa-crevettes, et la plus faible (13,1 kg par bassin) à la monoculture de carpes, dans les deux cas après une période de 250 jours.

Consommation de poisson

En moyenne, les exploitantes et leurs ménages consommaient 54 % de la production totale, avec une gamme de 0,8 à 22,4 kg par ménage. Si l'on considère les associations d'espèces, la consommation la plus forte (10,2 kg par ménage) et la plus faible (7,3 kg par ménage) de poisson et de crevettes correspondaient respectivement aux élevages de carpes-dedhwa-crevettes et aux élevages de carpes (figure 2) bien que les différences ne soient pas significatives. Les exploitantes consommaient en majorité des carpes (81 %), suivies par les petits poissons autochtones (12 %) et les crevettes (7 %). Toutes les exploitantes qui élevaient des espèces autochtones les consommaient, mais ne les commercialisaient pas. La consommation de poisson autochtone variait entre 0,03 et 5,3 kg par ménage. Ces espèces représentaient 15 % de la consommation totale de poisson. De même, toutes les exploitantes qui cultivaient la crevette en consommaient, bien qu'en quantité réduite, car la crevette d'eau douce géante leur était jusque-là inconnue. La consommation de crevettes se situait entre 0,02 et 1,7 kg par ménage.

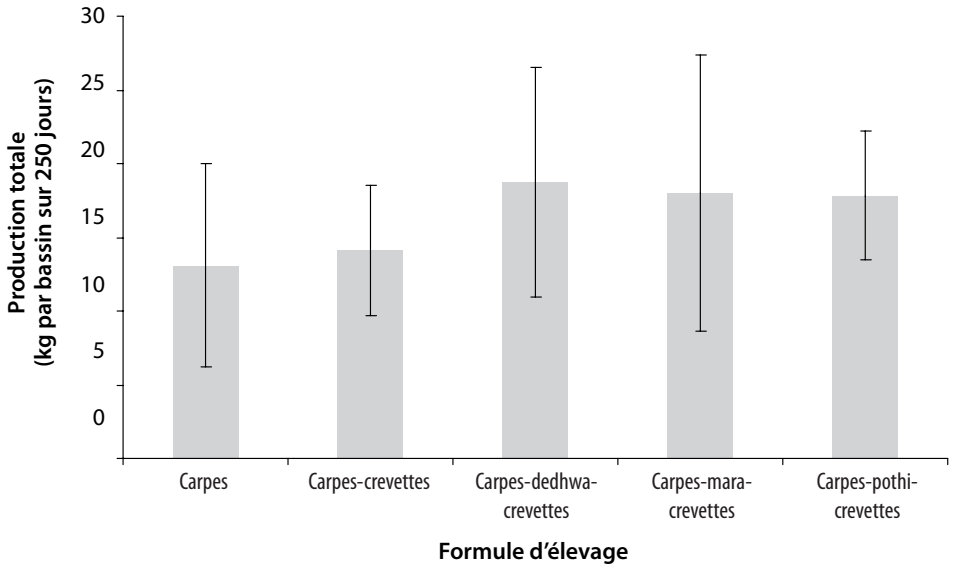

Figure 1. Production totale (moyenne ± écart-type) de poisson et de crevettes (kg par bassin sur 250 jours) des différentes formules d'élevage. Les barres représentent la production totale de 10 ménages.

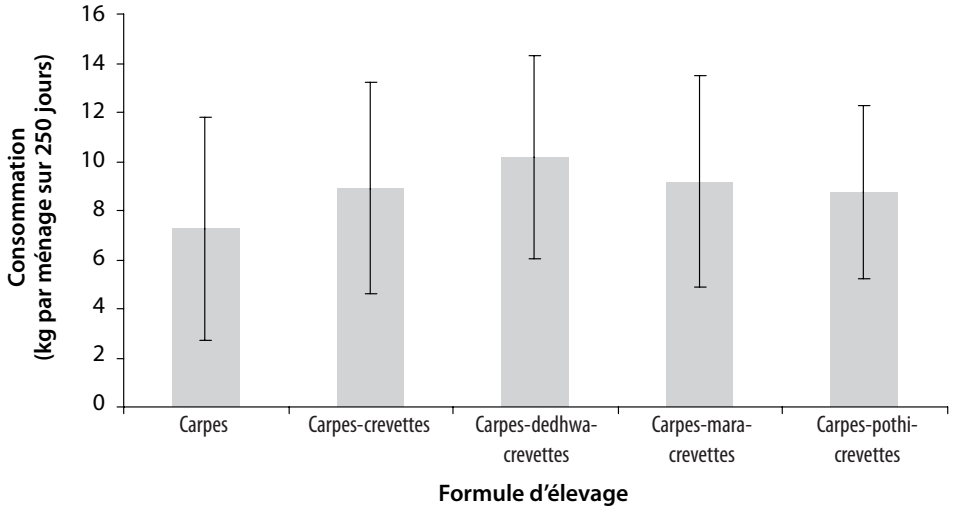

Figure 2. Consommation totale de poisson et de crevettes (moyenne ± écart-type) des ménages selon les différentes formules d'élevage (kg par ménage sur 250 jours). Les barres représentent la consommation moyenne de 10 ménages.

Création de revenus

Les exploitantes commercialisaient le surplus de carpes et de crevettes au prix de 200 NPR le kilo et 600 NPR le kilo, respectivement. Les quantités vendues se situaient entre 0,7 et 24,2 kg par ménage. Les exploitantes gagnaient entre 135 et 4 846 NPR par saison de croissance, ce qui leur a permis de couvrir les dépenses de leur ménage. Les recettes étaient supérieures à 1 600 NPR dans les élevages carpes-petites espèces autochtones-crevettes, et inférieures à 1 200 NPR dans ceux limités aux carpes (figure 3), soit une amélioration notable des revenus dans les systèmes de polyculture. En revanche, les différences de revenu moyen n'étaient pas significatives d'une formule d'élevage à l'autre.

Discussion

Le projet a permis de venir en aide à 50 exploitantes qui ont pris une part active aux activités de production et de renforcement des capacités. Le projet de polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes a globalement contribué à aider environ 70 femmes, notamment celles qui ont pris part aux activités de formation, de recherche et d'encadrement.

Les exploitantes pratiquant cette polyculture se sont mises à consommer des petits poissons autochtones en les prélevant régulièrement dans les bassins, alors que celles qui élevaient uniquement des carpes ou l'association carpes / crevettes ont dû attendre qu'elles arrivent à maturité pour pouvoir en consommer. Toutes les exploitantes ont vendu les excédents de carpes et de crevettes, empochant ainsi quelques recettes qui ont contribué à les rendre plus autonomes au plan économique.

La production totale était plus élevée dans les bassins de polyélevage que dans ceux exclusivement consacrés aux carpes. La production moyenne totale des bassins était inférieure à la production moyenne nationale qui est de 3,3 tonnes par hectare et par an (Ministère de l'agriculture et des coopératives 2009), et présentait des variations considérables selon les élevages. Ces variations peuvent être attribuées à des conditions non contrôlées, notamment une plus faible densité de peuplement, une moindre variété spécifique des carpes dans les bassins, des empoisonnements dus à l'eau d'alimentation contaminée et la turbidité de l'eau. Au Népal, la densité de stockage généralement pratiquée pour les carpes est de 10 000 individus par hectare, alors qu'une densité de 7 500 individus par hectare a été appliquée dans ce projet. De même, les exploitants introduisent généralement six à sept espèces de carpes dans les bassins de polyculture pour optimiser la production à tous les niveaux possibles, tandis que le projet n'a retenu que quatre espèces de carpes. Certaines exploitantes ont rempli les bassins avec de l'eau contaminée provenant de la rivière Rapti. Cette contamination serait due aux pesticides illégalement utilisés par les pêcheurs pour capturer du poisson dans la Rapti ; cette eau contaminée est arrivée jusqu'aux bassins par les canaux d'amenée d'eau où elle a tué les poissons, ce qui a fait chuter la production.

Parmi les différents poissons autochtones, le mara n'a pas donné de bons résultats. Cela pourrait être dû à sa cohabitation avec le dedhwa et le pothi, deux espèces qui étaient sans doute mieux adaptées aux conditions d'élevage en bassins. Le mara n'est pas une espèce endémique au Chitwan, alors que le dedhwa et le pothi y sont omniprésents, notamment dans la quasi-totalité des bassins où ils s'introduisent par les canaux d'amenée d'eau. Leur contribution à la production totale n'est pourtant pas prise en compte dans les statistiques nationales parce qu'ils sont considérés comme des espèces envahissantes. Les communautés tharu ne connaissent pas la valeur nutritionnelle du dedhwa et du pothi, ce qui ne les empêche pas d'en consommer.

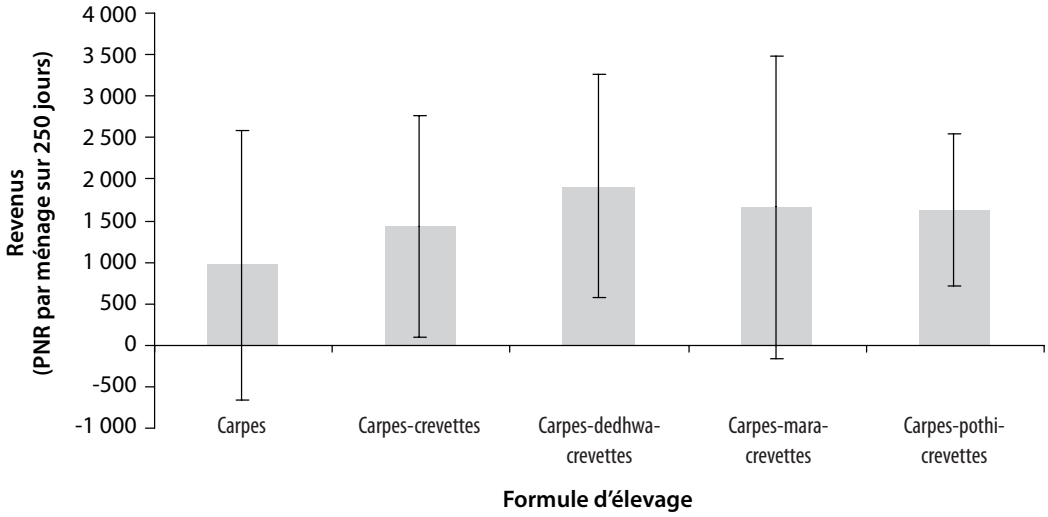

Figure 3. Total des recettes (moyenne ± écart-type) réalisées par les exploitantes sur les ventes de poisson et de crevettes (NPR par ménage sur 250 jours) selon les différentes formules d'élevage. Les barres représentent le revenu moyen de 10 ménages.

Même si la production de crevettes a été relativement faible, elle a notablement contribué au revenu global des ménages du fait de leur forte valeur économique.

Le poisson fait partie intégrante de l'alimentation et du revenu des Tharu. Les exploitantes et les membres de leurs ménages ont consommé 8,9 kg de poisson en 250 jours, avec une consommation moyenne de 2,3 kg par personne et par an, soit 31 % de mieux que la moyenne nationale du pays qui se situe à 1,77 kg par personne et par an (Ministère de l'agriculture et des coopératives 2010), des chiffres qui restent faibles au regard de la consommation moyenne mondiale. La consommation de poisson des exploitantes pratiquant le polyélevage carpes-petites espèces autochtones-crevettes était supérieure à la moyenne nationale dans une proportion de 65 %. La consommation de poisson des ménages était de 20 % à 40 % plus élevée chez les exploitantes qui avaient opté pour le polyélevage que chez celles qui n'élevaient que des carpes. Cette augmentation des apports en poissons autochtones riches en oligo-éléments a certainement contribué à améliorer la nutrition des exploitantes. Comme ces poissons sont consommés entiers, sans être vidés ou nettoyés, aucun micronutriment n'est perdu, ce qui augmente d'autant l'apport en éléments nutritifs. Les exploitantes qui élevaient à la fois des carpes, de petites espèces autochtones et des crevettes ont gagné davantage, du fait d'une production plus importante et des prix de vente élevés des crevettes. La création de revenu et le fait d'être propriétaire des bassins ont contribué à l'autonomisation financière des femmes.

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier M. Hareram Devkota, de l'Institut des sciences agricoles et animales, M. Shankar Prasad Dahal, du Centre de développement de la pêche, M. Jiyan Chowdhary, de la Société de développement rural intégré, M. Ramesh Chowdhary, de la Société d'autonomisation rurale et M. Mrityunjoy Kunda, du Département des pêches du Bangladesh, pour l'aide qu'ils ont apportée à la mise en œuvre du projet et à la réalisation des recherches. Les auteurs adressent également leurs remerciements à l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) pour le don qui a permis la réalisation de ce projet.

Références

Central Bureau of Statistics. 2006. Statistical pocket book — Nepal, 2006. National Planning Commission, Thapathali, Kathmandu, Nepal. Accessed at: http://www.cbs.gov.np/statistical_pocket_book.php, on 21 April 2012.

Ministry of Agriculture and Cooperatives. 2009. Statistical information on Nepalese agriculture, 2008/2009. Singh Darbar, Kathmandu, Nepal. 151 p.

Ministry of Agriculture and Cooperatives. 2010. Statistical information on Nepalese agriculture, 2009/2010. Singh Darbar, Kathmandu, Nepal. 151 p.

Ministry of Health and Population. 2006. Nepal demographic and health survey 2006. Ministry of Health and Population Division, New Era, and Macro International Inc., Kathmandu. 291 p.

Roos N., Wahab M.A., Chamnan C. and Thilsted S.H. 2006. Fish and health. p 21–22. In: C. Hawkes and M.T. Ruel (eds). Understanding the links between agriculture and health, International Food Policy Research Institute, Washington, D.C. U.S.A.

Roos N., Wahab M.A., Hossain M.A.R. and Thilsted S.H. 2007a. Linking human nutrition and fisheries: Incorporating micro-nutrient dense, small indigenous fish species in carp polyculture production in Bangladesh. Food and Nutrition Bulletin 28:280–293.

Roos N., Wahab M.A., Chamnan C. and Thilsted S.H. 2007b. The role of fish in food-based strategies to combat vitamin A and mineral deficiencies in developing countries. The Journal of Nutrition 137:1106–1109.

Shrestha M.K. and Pandit N.P. 2007. A textbook of principle of aquaculture. Department of Aquaculture, Institute of Agriculture and Animal Science, Rampur, Chitwan, Nepal. 114 p.

Pour des lendemains meilleurs

B. Clabots[1]

Aux Philippines, les femmes prennent position contre les techniques de pêche destructrices et non viables. Sur la petite île de Siquijor, elles ont commencé à jouer un rôle important dans la gestion de quelques aires marines protégées en milieu communautaire (AMP). Avec le soutien technique de leurs collectivités locales et d'une ONG appelée Fondation pour l'éducation à la conservation côtière, certaines d'entre elles se sont vues confier la gestion de sanctuaires marins, ce qui aura des retombées positives sur la communauté tout entière.

Les aires marines protégées sont un outil majeur pour la conservation marine dans le monde, et il est reconnu que l'association des parties prenantes est fondamentale pour leur réussite. Bien que l'on compte aujourd'hui plus de 1 000 AMP aux Philippines, seules 20 à 30 % d'entre elles sont efficacement gérées. Soucieux de mettre en place une gestion concertée des AMP, les ONG et les organismes publics se sont toujours tournés en priorité vers les pêcheurs, considérés comme les parties prenantes les plus importantes.

Les pêcheurs sont parfois déjà membres d'associations de pêche et, dès le démarrage du processus de création d'une AMP, ces associations sont sollicitées pour en assurer la gestion aux côtés des collectivités locales. Comme les femmes qui ramassent des coquillages et des oursins n'ont jamais été considérées comme des « pêcheurs », les associations de pêche sont totalement ou presque dominées par des hommes. Comme les femmes ont été systématiquement privées de la possibilité de participer à la gestion des AMP, elles sont souvent absentes ou peu représentées dans les équipes de gestion. Les associations de pêcheurs et les collectivités locales fournissent le temps et le travail nécessaires à la gestion des AMP, ce qui signifie aussi qu'ils empochent les recettes provenant des droits d'entrée versés par les plongeurs.

Plusieurs études de cas font état de la contribution positive des femmes à la gestion des aires marines protégées, mais aucune d'entre elles ne concerne les AMP créées en pleine mer. Cet article examine le rôle et l'efficacité de la participation des femmes à la gestion des aires marines protégées créées en pleine eau aux Philippines.

À Siquijor, on connaît deux cas où des femmes ont pris l'initiative de créer des AMP. Dans un lieu-dit appelé Maite, 28 femmes ont constitué leur propre association et l'ont fait enregistrer. Poussées et encouragées par une retraitée de l'endroit, elles sont à l'origine de la création de l'AMP. En 2009, elles ont collaboré avec leur propre conseil et avec l'association de pêcheurs (dont de nombreux membres sont leurs conjoints) pour établir une AMP dans les eaux avoisinantes. Dans un autre village, Bino-ongan, 11 femmes qui ne sont membres d'aucun groupement, ni de l'association de pêche locale, ont bénévolement pris le temps d'aider le conseil municipal à créer et maintenir une AMP. Selon les femmes de Bino-ongan, les pêcheurs locaux et leur association ne manifestaient pas le moindre intérêt à la perspective de créer et de gérer une AMP. L'assistance apportée par ces femmes au conseil municipal a permis d'entreprendre les études écologiques de base et de délimiter l'AMP au moyen de lignes de bouées faites maison avec des bouteilles en plastique.

À Maite, la plupart des femmes associées à la gestion de l'AMP ont entre 23 et 73 ans et ne sont pas celles qui ramassent des coquillages ; ce sont principalement des femmes au foyer qui mènent diverses activités rémunératrices en parallèle. Malgré les longues heures consacrées à leurs responsabilités domestiques non rémunérées, elles participent à tous les aspects de la gestion de l'AMP. Jour et nuit, elles prennent des tours de garde pour surveiller l'aire, réprimander les contrevenants, nettoyer la plage, entretenir la guérite de surveillance et les lignes de bouées, ramasser les acanthasters et plonger en apnée sur le récif pour en surveiller l'état. Par comparaison avec un autre site d'étude qui est géré par un groupe strictement masculin, les femmes de Maite semblent avoir tenu les registres plus efficacement, travaillé avec un budget plus serré et fait preuve de bien plus d'enthousiasme pour partager l'information avec les autres villageois.

Bien qu'elles ne pêchent pas, les femmes des deux sites étudiés avaient une connaissance bien plus fine de l'état des pêcheries locales. Elles étaient conscientes de leur dégradation et du fait que leurs enfants pourraient être privés d'un avenir décent dans la pêche, autant de raisons qui justifiaient leur engagement dans l'AMP. Certaines ont déclaré qu'il était de leur devoir de citoyenne de protéger le récif local des pratiques de pêche destructrices. Comme le dit l'une des femmes de Maite : « Nous sommes des *barangay* (pionnières), celles qui ont créé ce sanctuaire. Nous devons protéger notre sanctuaire, nos ressources, les coraux et les poissons parce qu'il y a

[1] School of Marine and Environmental Affairs, University of Washington, Seattle. Courriel : barbara.m.clabots@gmail.com

tellement de pêche illicite dans notre région. Nous devons construire une guérite de surveillance et établir des tours de garde pour combattre cette pêche illicite. Nous devons protéger notre sanctuaire pour l'avenir de nos enfants. Peut-être qu'un jour nous aurons beaucoup de poisson ».

À l'inverse, les quelques pêcheurs impliqués dans la gestion de l'AMP de Maite ont justifié leur participation par l'espoir de gagner davantage avec la reconstitution des stocks de même qu'avec les projets des pouvoirs publics en marge de l'AMP, comme les plantations d'arbres et la culture d'algues.

Malgré sa petite superficie, l'AMP de Maite est un site de plongée prisé des agences locales de tourisme et, sur les trois dernières années, il a rapporté à la communauté 6 000 dollars de droits d'entrée acquittés par les plongeurs. Seulement 15 % des bénéfices sont divisés entre les 50 membres de l'équipe de gestion, soit un gain annuel de 6 dollars par membre en moyenne. Cet avantage pécuniaire est bien trop faible pour être considéré comme le principal moteur de l'action menée à Maite. Aujourd'hui, l'augmentation de la taille des prises profite à toute la communauté, ce que de nombreux villageois attribuent à l'AMP.

Les fonctionnaires locaux voient d'autres avantages à la participation des femmes à la gestion des ressources côtières, notamment une meilleure sensibilisation des villageois et un recul notable des conflits. Dans les projets qui visent à développer les moyens de subsistance, les femmes feraient preuve de plus d'initiative, sauraient déléguer, tiendraient compte des aspects de détail et seraient les plus travailleuses, d'où de meilleurs résultats.

De nombreuses raisons justifient d'inclure les femmes dans le processus d'établissement et de gestion des aires protégées. Étant donné que les petites AMP englobent souvent la zone intertidale, les pêcheurs qui ramassent les coquillages et les oursins à marée basse, majoritairement des femmes, sont les principaux utilisateurs de la ressource et sont de ce fait des parties prenantes essentielles. Leur connaissance fine de la zone intertidale peut être mise à profit pour améliorer la gestion et de plus, les coquillages et oursins qu'ils ramassent sont parfois leur principale source de nourriture. En effet, le poisson capturé par les hommes est souvent vendu tandis que les invertébrés prélevés sur les platiers constituent le repas du soir.

Par ailleurs, lorsqu'une AMP est créée, les pêcheurs peuvent toujours déplacer leurs bateaux plus au large pour appliquer les nouvelles restrictions, tandis que les personnes qui collectent des coquillages sur les platiers n'ont pas vraiment d'autre endroit où aller. Il ne fait aucun doute que les pêcheurs à pied et les femmes qui pratiquent la pêche sont les plus désavantagés par l'établissement d'une AMP et il faut donc les considérer comme les parties prenantes les plus importantes. Selon les chercheurs spécialisés dans les aires marines protégées, associer les femmes à la gestion des ressources naturelles « développe la collaboration, la solidarité et la résolution des conflits ». Les ressources naturelles sont une source de différends fréquents aux Philippines où les pêcheurs artisanaux sont quotidiennement en butte à la pêche commerciale et à l'épuisement des stocks. Il y a donc lieu d'associer systématiquement les femmes à la gestion des aires marines protégées pour améliorer la conservation des espèces marines, de même que pour les autonomiser et promouvoir l'égalité des sexes.

Évolution des moyens de subsistance

P. Mbatha[1]

Les communautés côtières des zones rurales d'Afrique du Sud et du Mozambique ont toujours assuré leur subsistance et celle de leurs familles grâce à la pêche et aux produits de l'agriculture et des forêts. En dépit des différences culturelles qui les distinguent, les communautés des deux pays partagent le même passé colonial caractérisé par la vulnérabilité et les inégalités patentes durant la période de l'apartheid, dans le cas de l'Afrique du Sud, et pendant la guerre civile au Mozambique, un passé qui a façonné les moyens de subsistance auxquels ces communautés ont eu recours. Des recherches conduites dans les deux pays par ma collègue Mayra Pereira et moi-même ont mis en évidence une nette caractérisation sexospécifique des moyens de subsistance, de même que les différences de choix, de solutions et de stratégies d'affrontement des hommes et des femmes dans le contexte dynamique de la pêche côtière.

Dans les deux pays, les femmes n'ont guère le choix de leurs moyens de subsistance. La plupart de leurs activités tournent autour de la consommation du ménage, et leurs gains sont très réduits. Dans des villages tels que Josina Machel, Conguiana et Gala dans les provinces mozambicaines d'Inhambane et de Maputo, la pêche et le tourisme sont dominés par les hommes et les deux secteurs sont étroitement imbriqués, vu que le tourisme assure le gros des gains financiers des pêcheurs locaux. Les femmes interviennent principalement dans les activités de valorisation (transformation, vente et commercialisation des ressources marines) qui leur donnent une certaine autonomie. Les petits élevages, les jardins potagers et les arbres fruitiers permettent de nourrir les familles et de ramener quelque argent.

À l'inverse, la relation entre pêche et tourisme est peu développée en Afrique du Sud, mais les femmes des zones rurales y ont un rôle beaucoup plus important et sont très impliquées dans l'exploitation des ressources. Néanmoins, pour les femmes désireuses d'assurer leur subsistance dans des villages comme Sokhulu et Mbonambi, dans la province du KwaZulu-Natal à l'est du pays, les perspectives sont plus que réduites. Les femmes ramassent des moules brunes dont la vente est interdite dans la majorité de la région. Cette pêche n'est autorisée qu'une fois par mois et les femmes qui ont des permis de pêche ne peuvent pas en récolter plus de 25 kg par mois, ce qu'elles jugent insuffisant pour assurer leur sécurité alimentaire. Ces femmes veulent avoir d'autres débouchés économiques, comme des marchés artisanaux où elles pourraient vendre les objets de leur fabrication tels que nattes, paniers, ornements et bijoux. Dans plusieurs villages du KwaZulu-Natal, elles ont passé des accords de cogestion de la pêche des moules avec l'organisme provincial de protection de la nature, ce qui a permis à quelques-unes d'entre elles de se faire employer comme monitrices de pêche. Ces accords ont aussi débouché sur quelques activités rémunératrices nouvelles.

En Afrique du Sud, les femmes de la région du Transkei, aujourd'hui intégré à la province du Cap-oriental, pêchent la moule brune pour nourrir leurs ménages, mais aussi des huîtres et des langoustes qui sont vendues aux secteurs de l'industrie et du tourisme et contribuent également à l'alimentation des ménages. Les maigres gains qu'elles retirent de ces activités servent à habiller les enfants et à payer les frais de scolarité.

Les inégalités entre les sexes perdurent alors même que les femmes ont accès à des activités rémunératrices variées dans les deux pays. Les systèmes patriarcaux et patrilinéaires gouvernent l'utilisation des ressources côtières, les conditions de vie et les chances de tirer parti des débouchés en zone côtière. Ainsi, les terres et les ressources naturelles qu'elles abritent sont majoritairement dévolues aux hommes, et rares sont les femmes qui possèdent des terres.

Une récente étude réalisée par Leila Emdon laisse toutefois présager une évolution des rôles assignés aux deux sexes dans certaines zones de l'ancien Transkei où les femmes s'adaptent aux mutations de leur contexte de vie. La création de la réserve naturelle/aire marine protégée (AMP) d'Hluleka, qui a conduit à la délimitation d'une zone de réserve intégrale à terre et en mer, a eu pour effet d'aggraver l'insécurité alimentaire et la précarité des moyens de subsistance des communautés d'Hluleka. En dehors de la zone protégée, les ressources agricoles ont périclité en raison de l'exacerbation de la pauvreté et de changements environnementaux tels que l'insuffisance des pluies, ce qui rend ces communautés encore plus dépendantes de la pêche. Les hommes d'Hluleka ont toujours été les soutiens de famille, mais depuis la mise en place par l'État de prestations sociales (telles qu'allocations familiales et retraites) aux personnes ayant un revenu annuel inférieur

[1] Environmental Evaluation Unit, University of Cape Town, Afrique du Sud. Courriel : phililembatha87@gmail.com

à 38 400 rands (3 728 USD), les femmes sont devenues les bénéficiaires, ce qui a modifié la donne. En effet, les prestations sociales sont devenues la première source de revenus mensuels pour de nombreux ménages. On pourrait penser que les allocations familiales ne représentent pas grand-chose, mais il est étonnant de voir combien ce petit apport a bouleversé les rôles traditionnels en donnant aux femmes de nouvelles possibilités d'améliorer leur subsistance au moyen d'activités telles que la construction de logements, la fabrication de produits artisanaux et un petit commerce entre elles. Les hommes n'ont plus que la pêche qui devient de plus en plus malaisée depuis la création de la réserve intégrale au sein de l'AMP. Certaines femmes disent même qu'elles ne voient plus l'intérêt de se marier parce que les prestations sociales leur ont donné leur indépendance.

Au Mozambique où ces aides sociales n'existent pas, les femmes sont de plus en plus tributaires de la pêche et du tourisme si elles veulent gagner un peu d'argent. Dans une étude de 2011, Mayra Pereira a toutefois montré que le développement du tourisme pèse sur les stocks halieutiques auxquels les villageois ont accès, d'où une raréfaction des ressources. Par conséquent, les touristes sont moins enclins à acheter les produits locaux de la pêche dont le prix a augmenté. La pression exercée par le tourisme sur les ressources halieutiques locales va à son tour aggraver la précarité des moyens de subsistance des femmes.

Méthodes traditionnelles de pêche et gestion de la pêche sur l'île d'Ahamb, sud de Malekula (Vanuatu)

A. Obed[1] et V. Vuki[2]

Introduction

Dans les pays insulaires océaniens, la pêche est aussi ancienne que la chasse et la cueillette. Considérée comme une forme de production primaire, elle se pratique de manières variées allant de la pêche à mains nues à des méthodes plus complexes permettant de capturer poissons et invertébrés. Dans la plupart des communautés traditionnelles, les méthodes de pêche ont évolué au fil du temps pour améliorer l'efficacité des engins et accroître le volume des prises.

Cet article examine les méthodes et pratiques traditionnelles de pêche et de gestion des pêcheries sur l'île d'Ahamb, à Vanuatu. Il analyse plus particulièrement les mesures traditionnelles de gestion mises en œuvre par les chefs de l'île et celles qui ont été acceptées par tous.

Site d'étude

L'île d'Ahamb est située au large de la côte sud de la grande île de Malekula. Elle couvre une surface de 5,5 km^2 et la population s'y est maintenue entre 500 et 600 habitants durant les 30 dernières années. C'est l'une des îles les plus peuplées au sud de Malekula.

Environ 95 % des habitants sont originaires de Malekula, que leurs ancêtres ont quitté pour échapper au paludisme et au cannibalisme. L'île d'Ahamb compte aujourd'hui 20 clans.

Étant donné le peu de terres disponibles, les îliens trouvent le gros de leurs protéines dans les ressources marines.

Lors d'une réunion organisée en 1970 entre les habitants de l'île et les pouvoirs publics, il a été décidé de déplacer les activités agricoles communautaires sur Malekula afin de protéger l'île de l'érosion et d'autres perturbations environnementales dues à la croissance démographique locale.

Division du travail

La division du travail a toujours existé dans l'île, les tâches étant diversement assignées aux uns et aux autres en fonction de l'âge et du sexe. À titre d'exemple, les hommes s'occupent des potagers et des exploitations, parfois aux côtés de leurs femmes, tandis que les femmes jeunes et célibataires pêchent les coquillages, le poulpe et d'autres invertébrés dans la zone intertidale et la mangrove.

Les jeunes gens célibataires participent aux battues de pêche de poisson et de tortues, et s'aventurent parfois au-delà du tombant récifal ou en pleine eau pour pêcher au harpon, auquel cas ils sortent généralement en pirogue.

Méthodes traditionnelles de pêche

Les méthodes traditionnelles de pêche vont du ramassage des coquillages en eau peu profonde à la traîne pour capturer des thonidés et d'autres poissons de fond. Les coquillages, les crabes et les invertébrés sont capturés à mains nues dans les vasières et les mangroves et sur les récifs intertidaux.

Les femmes se servent souvent de bâtons (confectionnés avec les racines dures des palétuviers) qu'elles aiguisent à un bout pour piquer et extraire les poissons des cuvettes d'eau de mer laissées par la marée dans les anfractuosités de roche. Le bâton leur sert aussi à extraire les coquillages des trous où ils se logent et où il n'est pas conseillé de plonger à mains nues pour ne pas risquer de se faire mordre par des murènes ou d'autres poissons qui pourraient s'y dissimuler.

Le bâton leur permet aussi de déterminer si un trou abrite un poulpe ou un baliste, ce qu'elles font en piquant le trou à l'aide du bâton, puis en sentant son extrémité pour y déceler l'odeur caractéristique de ces animaux. Quand elles n'utilisent pas leur bâton, elles le conservent près de leur feu pour le garder bien au sec et en augmenter la dureté en prévision de la prochaine sortie de pêche.

Les arcs et les flèches sont aussi utilisés pour la pêche traditionnelle. Les arcs sont confectionnés avec du bois de palétuvier et liés aux extrémités avec des racines de banyan. Les flèches sont taillées dans de petits bambous dont l'extrémité est aiguisée ou équipée de barbelures prélevées sur les troncs de palmier. Les racines de banyan servent à lier les barbelures et les arcs.

[1] Service des pêches de Vanuatu, Northern Regional Headquarters, Luganville, Santo, Vanuatu. Courriel : oalsen@gmail.com
[2] Oceania Environment Consultants, P.O. Box 5214, University of Guam Station, Mangilao, Guam 96913. Courriel : vuki61@yahoo.co.uk

Les battues de pêche

Les hommes d'Ahamb organisent des battues de pêche uniquement pour des occasions particulières, comme la récolte de l'igname. Seuls les hommes prennent part à ces battues, mais la communauté entière participe à la préparation des célébrations de la récolte de l'igname.

Les femmes et les jeunes filles fabriquent à partir de feuilles de cocotier tressées les cordes qui serviront à la battue et s'occupent aussi de préparer le poisson après la battue. Chacun des cordages en feuilles de cocotier mesure environ 20 mètres de long ; une fois entrelacés avec des feuilles de cocotier, ils forment des dragues utilisées pour capturer les gros poissons.

Pendant que les femmes préparent les festivités, les hommes partent en pirogue armés de leurs harpons, de leurs arcs et de leurs flèches et des dragues et cordages en feuilles de cocotier. Le poisson est rabattu vers les eaux peu profondes du lagon au moyen des dragues.

Les dragues font entre 150 et 200 mètres de long et sont confectionnées en feuilles de cocotier reliées à deux longueurs de cordage. La battue exige de 30 à 40 hommes qui tractent la drague de façon à encercler une zone en demi-cercle face au littoral.

Les hommes commencent à rabattre le poisson en eau profonde, et nagent en surface en tractant la drague jusqu'à faible profondeur. Ils frappent la surface à l'aide de bâtons pour effrayer le poisson et le diriger à l'intérieur du filet. Puis ils se regroupent pour refermer la drague en un cercle d'une vingtaine de mètres de diamètre dans lequel le poisson se retrouve piégé par les feuilles de cocotier. Les hommes peuvent alors le capturer au harpon, à mains nues ou encore en le tirant à l'arc. Il arrive que d'autres animaux marins soient capturés, notamment des tortues et des dugongs.

Rabattage des tortues

Les battues de pêche à la tortue sont surtout organisées à marée haute les soirs de pleine lune. Elles se pratiquent avec trois ou quatre grandes pirogues à voile avec quatre à cinq hommes à bord. L'homme posté à la proue se laisse pendre au mât pour éclairer l'eau avec une lampe torche. À l'arrière, deux hommes dirigent la pirogue au moyen de grandes perches de bambou. Quand une tortue est repérée, l'un des deux hommes à l'arrière saute à l'eau et la capture à mains nues.

Les battues de pêche à la tortue sont tenues en haute estime au sein de la communauté et sont généralement le fait de pêcheurs chevronnés. Elles font l'objet de diverses croyances coutumières (comme l'abstinence sexuelle avant la pêche), surtout pendant la phase de préparation et pendant la pêche elle-même.

Empoisonnement du poisson

Paralyser le poisson avec des plantes est une pratique très répandue parmi les hommes autant que les femmes. Plusieurs plantes, lianes et écorces sont utilisées et ce sont les femmes qui les préparent en les battant à coup de pierres ou de bâtons. Une fois bien écrasées, les matières végétales sont enroulées dans un chiffon qui est ensuite pressé au-dessus de la rivière ou des cuvettes laissées par la marée. Tous les hommes du village participent à cette pêche, particulièrement lorsqu'il s'agit de préparer une fête.

Les toxines, sans danger pour l'être humain, se dissipent à mesure de la dispersion des eaux. En revanche, elles paralysent les poissons qui flottent à la surface où ils peuvent être piqués au harpon ou ramassés à la main. L'anguille d'eau douce, *Anguilla* spp., est souvent capturée de cette façon en vue des festivités. Ces anguilles peuvent atteindre de deux à trois mètres de long et peser entre 15 et 20 kg. Elles sont tuées au harpon puis débitées au couteau.

Pêche à la langouste

Les langoustes sont principalement capturées avec des bâtons fourchus d'où elles sont décrochées à mains nues. Elles sont généralement pêchées par les nuits sans lune et à marée haute. Des flambeaux sont confectionnés au moyen de feuilles de cocotiers séchés pour repérer les langoustes à la lumière. Les langoustes sont communément rencontrées sur tous les récifs de Malekula.

Pêche au palolo *(*Eunice viridis*)*

Le *palolo* est un ver polychète que l'on trouve dans tous les pays insulaires du Pacifique. Considérés comme un mets de choix, ces vers sont très souvent pêchés pendant les pleines lunes d'octobre à décembre, lorsqu'ils remontent à la surface, et tous les membres du village, hommes, femmes et enfants, participent à cette grande manifestation communautaire.

À l'époque où les *palolo* remontent en surface, tous les clans de l'île partent pêcher en se munissant de flambeaux de feuilles de cocotier nouées en bouquet dont la lumière permet d'attirer les vers. À l'heure actuelle, on les capture plutôt avec des moustiquaires avant de les transférer dans des seaux. Les femmes les font cuire avec des légumes verts et du lait de coco à l'intérieur d'un bambou. Les villageois pensent qu'il faut confier les flambeaux à des femmes enceintes parce que ce sont elles qui attirent le plus grand nombre de vers.

Évolution des engins traditionnels et introduction d'engins modernes

Depuis l'arrivée des Européens, les engins traditionnels ont été modifiés ou remplacés par des matériaux et des techniques modernes. Ainsi, les filets maillants monofilament, aujourd'hui omniprésents, sont venus remplacer la pêche traditionnelle au moyen des cordages et dragues en feuilles de cocotier, et ce sont eux qui sont désormais utilisés pour les battues de pêche.

Les harpons à pointes multiples sont toujours largement utilisés, mais le fer et les câbles en acier ont été substitués

aux cordages et aux racines de palétuviers. Les flèches hawaïennes (composées d'une baguette à pointe acérée et d'un caoutchouc) sont aujourd'hui plus populaires que les arcs et les flèches traditionnels.

Les pêcheurs utilisent maintenant la dynamite pour tuer les grands bancs de poisson à proximité du littoral. Les lignes monofilament ont remplacé les lignes tressées traditionnelles pour la pêche au fond et à la traîne, de même que les leurres en acier et les hameçons à ardillons ont été substitués aux hameçons en coquillage.

Les bateaux hors-bords modernes ont aussi pris la place des pirogues monoxyles et, avec les engins modernes, ils ont permis de réduire le temps et l'effort consacrés à la pêche. L'efficacité croissante des engins de pêche a toutefois entraîné en parallèle une surexploitation des ressources marines pour nourrir la population en rapide augmentation d'Ahamb.

Gestion traditionnelle des pêcheries

Dans le passé, les notables, et particulièrement les chefs, imposaient des mesures traditionnelles de gestion, notamment des fermetures saisonnières et spatiales de la pêche et des limites de taille.

Les fermetures saisonnières s'appliquaient à la pêche du poulpe, de la tortue et de différents types de coquillages tels que le troca et le burgau. Une interdiction de capture des tortues est désormais en vigueur entre septembre et décembre, qui correspond à la saison de reproduction.

Les fermetures spatiales de la pêche sont essentiellement appliquées aux plages où les tortues viennent pondre, notamment les plages proches de Faro et de Limaning, sur Ahamb. En outre, les prélèvements de poulpes et de certains coquillages sont interdits pendant la saison de reproduction sur les récifs à proximité de ces deux villages. La pêche à l'explosif est désormais interdite dans les îles et les récifs au sud de Malekula.

Des tailles minimales ont maintenant été fixées pour réglementer la pêche des tortues, du troca et du burgau.

Les poisons servant à paralyser le poisson ne sont plus utilisés qu'à marée haute ainsi que dans certains cours d'eau. Dans ce cas, les pêcheurs entravent le cours de la rivière avec des pierres et la débloquent après la pêche. Les sorciers sont fréquemment appelés pour invoquer la pluie le jour suivant afin de mieux disperser le poison qui a servi à paralyser le poisson et les anguilles.

Ces règles traditionnelles de gestion étaient autrefois édictées par les chefs et respectées par les membres de la communauté. Depuis l'introduction des nouveaux engins et de la pêche commerciale, il est devenu difficile de les faire appliquer parce que le poisson est devenu une source de revenus financiers. Dans le passé, il ne servait qu'à nourrir les membres du ménage, mais les pratiques de pêche commerciale ont bouleversé la donne en associant pêche et argent. En outre, les bateaux de pêche commerciale utilisent aujourd'hui des engins plus efficaces qui leur permettent d'accroître les captures destinées aux marchés urbains.

Méthodes traditionnelles de pêche et gestion de la pêche dans le district de Gao, sur l'île de Santa Isabel (Îles Salomon)

N.M. Basily[1] et V. Vuki[2]

Introduction

Les habitants du district de Gao sur l'île salomonaise de Santa Isabel ont mis au point de nombreuses techniques de pêche dont certaines sont examinées dans cet article. Avant l'arrivée des Européens, les techniques employées étaient très simples et allaient de la pêche des coquillages à mains nues à des méthodes un peu plus complexes.

Nous avons retenu neuf des méthodes traditionnelles les plus fréquemment utilisées dans le district de Gao, à savoir la collecte des coquillages à mains nues ; l'empoisonnement du poisson avec des plantes locales ; *grao'o* (une technique de pêche en rivière ou en eau douce) ; la pêche à l'arc ; *huahulangi* (la pêche des crabes de palétuvier) ; *vae'e* (la pêche de la tortue) ; *kwarao'o* (la pêche à faible profondeur ou sur les récifs) ; *namoko* (l'utilisation de filets et de pièges sur les récifs) ; et *gria'a* (la pêche de la bonite). Nous examinons également les rôles des hommes et des femmes et les mesures traditionnelles de gestion des pêcheries appliquées à Gao.

Carte des Îles Salomon montrant l'île de Santa Isabel (source : australianmuseum.net.au/Solomon-islands-map)

Ramassage des coquillages et des invertébrés

Ce sont souvent les femmes âgées et les enfants qui parcourent les récifs, les mangroves, les cours d'eau et les estuaires pour y ramasser des coquillages. Tous les coquillages et invertébrés comestibles sont prélevés pour être consommés ou vendus. Sur les récifs et dans les mangroves, les coquillages sont généralement ramassés à marée basse ou pendant la saison sèche. C'est notamment le cas à l'époque des grandes marées basses. *Trochus niloticus*, *Tridacna maxima*, *Tridacna derasa* et *Turbo* spp. sont parmi les espèces les plus fréquemment prélevées sur les récifs frangeants et ceux situés plus au large.

Empoisonnement du poisson

Les villageois ont recours à cette méthode lorsque d'autres pratiques n'ont produit que très peu de poisson. Deux espèces végétales sont communément utilisées, l'une en eau douce et l'autre en mer.

Barringtonia asiatica, appelé *phutu* en maringe, la langue de Santa Isabel, est utilisé pour engourdir les poissons d'eau douce. *B. asiatica* est un arbre commun du littoral de la plupart des pays insulaires océaniens. Il produit un fruit fibreux contenant une graine unique qui est suffisamment légère pour flotter sur de grandes distances. Cette graine contient des saponines qui paralysent le poisson.

Une fois extraites à l'aide d'un couteau acéré, les semences sont écrasées et réduites en bouillie à l'aide d'une pierre, puis placées dans un chiffon avant d'être jetées dans le cours d'eau. Cette étape est parfois omise quand les graines sont broyées en amont d'un cours d'eau, ce qui permet aux toxines d'être entraînées par le courant et d'engourdir les poissons et les anguilles en aval.

C'est un arbuste localement appelé *gughunes* (*Derris* spp.) qui est utilisé pour paralyser les espèces marines. Il s'agit d'une plante ligneuse de la famille des légumineuses

[1] Marine Studies Programme, University of the South Pacific, P.O. Box 1168, Suva, Fidji.
[2] Oceania Environment Consultants, P.O. Box 5214, UOG Station, Mangilao, Guam 96913.

que l'on trouve dans les zones humides et les forêts de l'intérieur. Ses feuilles, ses racines et ses graines, qui contiennent une toxine appelée roténone, sont recueillies et réduites en bouillie sur la plage. Elles sont ensuite mélangées avec du sable et placées dans un chiffon. Le sable empêche la mixture de devenir trop visqueuse. Les toxines sont très efficaces à marée basse, notamment dans les cuvettes de marée.

Un plongeur peut alors répandre la mixture dans une zone du récif abritant de larges formations de faviidae, ou « corail-cerveau », sous lesquelles les poissons se dissimulent. Pour ce faire, il plonge à la base des coraux et, en faisant pression sur la mixture contenue dans le chiffon, il en répand les toxines dans le milieu.

Cette procédure est généralement répétée en plusieurs endroits. Il faut compter entre deux et cinq minutes, selon la concentration du mélange, pour que le poisson soit engourdi et flotte jusqu'à la surface. Il peut alors être ramassé à la main et placé dans des paniers.

Hommes et femmes s'occupent de récolter et de préparer les graines, les racines et les feuilles de *B. asiastica* et de *Derris* spp. En général, le broyage des graines et des feuilles est la responsabilité des femmes, tandis que les hommes se chargent généralement de répandre les toxines en mer si cela implique de plonger. En revanche, les femmes comme les hommes peuvent répandre le poison dans les cuvettes dégagées à marée basse.

Grao'o

Cette méthode repose sur l'utilisation d'un petit filet confectionné à l'aide de l'écorce d'une plante autochtone appelée *Hibiscus tiliaceus*. Les branches sont coupées et mises à tremper dans de l'eau de mer pendant plusieurs semaines jusqu'à devenir suffisamment souples et fibreuses. Les fibres sont alors séchées, puis détachées en longues et fines lanières qui sont tissées à la main pour fabriquer un filet. Ce sont les femmes qui préparent les écorces et tissent les fibres.

Une fois tressées, les fibres sont fixées à un cerceau fabriqué avec une grosse liane ou une canne pour former un filet. Le cerceau est ensuite fixé à l'extrémité d'un bâton d'environ 1,50 mètre qui forme une épuisette servant à attraper le poisson dans les cours d'eau et les rivières. Cette méthode de pêche, indifféremment utilisée par les hommes et les femmes de l'intérieur, est fréquemment employée dans les petits cours d'eau.

Arc et flèches

Les arcs comme les flèches sont fabriqués dans des bois tels que le palétuvier et le bambou. Pour assurer sa flexibilité, l'arc est confectionné dans des racines de palétuvier. Les flèches comptent entre trois et cinq pointes en fonction du type de poisson ciblé. Les pointes sont nouées au bout de la flèche, formant un triangle qui permet de piquer les petits poissons.

Lorsque la flèche est décochée, tout poisson qui n'est pas piqué restera de toute façon pris entre les pointes.

Si l'on vise un plus gros poisson, la flèche devra être pourvue d'une grosse pointe sans ardillon pour transpercer la chair. Bien que les hommes fabriquent des arcs et des flèches pour aller pêcher, ils s'en servent aussi pour la chasse.

Huahulangi

Huahulangi est un terme applicable à toute technique qui permet de capturer les crabes de palétuvier depuis sa pirogue en pagayant lentement à travers la mangrove.

Les femmes sont particulièrement douées pour suivre les crabes de palétuvier et pêchent ainsi plus souvent que les hommes qui peuvent cependant leur venir en aide s'ils y sont invités ou en cas de nécessité. Les vieilles femmes transmettent souvent aux plus jeunes l'expérience qu'elles ont acquise.

Vae'e *(pêche de la tortue)*

Vae'e est une méthode qui sert surtout pour capturer des tortues, généralement en pleine mer ou en eau profonde. La pêche se pratique à bord de pirogues, au moyen d'un filet à tortue et d'un harpon.

Il faut une bonne dizaine de personnes. Un ou deux hommes, debout à l'avant de la pirogue, sont équipés d'un filet et d'un harpon. Pendant toute la durée de la pêche, une seule personne s'occupe de pagayer et de diriger la pirogue afin de réduire le bruit et de perturber l'eau au minimum, ce qui est essentiel pour cette pêche. Plusieurs pirogues peuvent pister la même tortue.

Quand une tortue est repérée, toutes les pirogues tentent de s'en rapprocher avant que les deux hommes postés à l'avant optent pour le harpon ou le filet. Dès que l'engin est lancé, plusieurs hommes sautent à l'eau pour maîtriser la tortue.

Ces pêcheurs doivent être bons nageurs et bons plongeurs, car la tortue tentera de s'échapper en sondant, entraînant ainsi les hommes qui se sont accrochés à elle. Quand c'est le cas, les plongeurs chevronnés savent comment s'y prendre pour la ramener à la surface.

Kwarao'o

Cette méthode de pêche est pratiquée sur le récif ou en eau peu profonde, de préférence à marée basse. Elle repose sur l'utilisation des feuilles et des longues lianes de l'arbuste *Derris* spp. qui sont broyées au moyen d'une pierre, puis placées dans un chiffon que l'on noue. La mixture est préparée avec les feuilles de la plante utilisée pour paralyser le poisson, qui produit une toxine appelée roténone.

Deux ou trois hommes partent en pirogue vers les hauts-fonds pour repérer de grosses concentrations, voire des bancs entiers de poissons. Une fois le poisson repéré, ils font signe aux autres pêcheurs qui attendent avec leurs filets de lianes sur la plage pour les attirer vers la zone où se trouve le poisson.

La mixture de feuilles écrasées est jetée à l'eau, libérant ainsi les toxines qui engourdissent le poisson. Quand un banc entier a été repéré, les hommes l'encerclent au plus vite avec leur chalut primitif, constitué de cinq à six longueurs de lianes et de feuilles, et le laissent plonger à environ 1,5 mètre. Le poisson paralysé vient flotter en surface et se retrouve piégé dans le filet de lianes que les hommes referment progressivement. Les poissons sont alors prélevés à la main et jetés dans la pirogue.

Namoko *(ou* nhamhoko*)*

Pour cette pêche, on utilise un filet beaucoup plus petit que le *gria'a* présenté à la section suivante. Le *namoko*, conçu pour la pêche sur le récif et en eau peu profonde, doit être manié par quatre ou cinq hommes. Il est entièrement fabriqué par les femmes à partir de l'écorce d'un arbre, *Hibiscus tiliaceus*, bien que ce soient les hommes qui s'en servent pour pêcher.

Le *namoko* est un filet carré présentant une poche conique en son centre. Les cordages fixés aux coins permettent de remonter le filet. Le poisson reste alors piégé dans la bourse centrale. Une fois le filet remonté, l'homme posté dans une pirogue à proximité peut s'approcher et dénouer les cordons de la bourse pour que les captures tombent directement dans la pirogue.

Après chaque prise, le filet est de nouveau couché sur le fond jusqu'à ce qu'un autre banc de poissons passe à la verticale. Les hommes se donnent le signal pour hisser rapidement le filet. Le même processus est répété chaque fois qu'un banc de poissons nage à la verticale du filet.

Gria'a

À Santa Isabel, les habitants de Gao pêchent la bonite (*Sarda chiliensis*) depuis des centaines d'années. La bonite est une espèce de taille moyenne qui se déplace en larges bancs. Bien que plus petite que les thonidés, elle a globalement la même forme.

Gria'a est le nom donné à une méthode de pêche au filet très complexe élaborée pour capturer la bonite. Elle nécessite la confection de deux filets différents et a ceci d'unique que les filets ne servent qu'à ce type de pêche. Les filets sont fabriqués séparément avec l'écorce d'un arbre (*Hibiscus tiliaceus*) et avec des lianes. Ils sont ensuite rattachés l'un à l'autre pour former un grand filet de plus de 30 mètres de diamètre.

Le plus grand des deux filets constitue la partie extérieure de l'engin. Il a un maillage d'environ 100 cm, ce qui permet de s'introduire à l'intérieur sans toucher les cordages. La section intérieure du filet a un maillage beaucoup plus serré, d'une trentaine de centimètres. Les espèces de grande taille, comme les requins, peuvent s'échapper de la partie extérieure du filet compte tenu de son gros maillage. La section se présente comme une large coupole conçue pour piéger les bonites.

Pêcher la bonite suppose des connaissances et des compétences fines. La fabrication des filets nécessite un savoir-faire transmis par les vieux de génération en génération. Certains des vieux qui disposent encore de ce savoir-faire tentent d'encadrer les jeunes gens. Toutefois, cette pêche requiert aussi une bonne connaissance des courants, de leurs mouvements et des trajectoires des bancs de bonite à certaines heures de la journée.

Une plateforme est érigée sur un trépied, à une hauteur de 3 à 4,5 mètres au-dessus de la surface, près de l'endroit où le filet est couché sur le fond. Un guetteur est posté sur la plateforme pour surveiller le filet.

Le succès de la pêche repose sur quelques éléments essentiels : il faut positionner les filets et la plateforme à un certain angle pour qu'ils ne soient pas repérés par les bancs de bonite en approche. S'ils sont mal placés, les bonites les verront et changeront de trajectoire pour éviter le filet.

Le filet est couché sur le fond aux trois quarts, à une profondeur d'environ 4,5 à 6 mètres. Seul l'arrière du filet est fermement arrimé à un poteau à environ un mètre de fond. Le guetteur tient la partie avant du filet et la maintient nettement en dessous de la surface. Seul le guetteur reste en mer pendant que les autres pêcheurs attendent dans leurs pirogues au bord de la plage.

Quand un banc de bonites passe à la verticale du filet, le guetteur tire sur la partie du filet qu'il a entre les mains pour hisser tout l'avant du filet à environ 1,2 mètre en dessous de la surface. Puis il fait signe aux autres pêcheurs de s'approcher afin de remonter le filet depuis leurs pirogues.

Quand les bonites s'approchent de l'arrière du filet, leur réaction est de plonger afin d'éviter l'obstacle qu'elles perçoivent comme un récif, pour découvrir immédiatement qu'il y en a un autre devant elles. Elles se comportent alors comme si elles étaient encerclées par des récifs et plongent pour y échapper, restant ainsi piégées au fond du filet.

Dans toute cette confusion, les autres poissons tels que les requins peuvent s'échapper par la partie extérieure du filet. Les bonites restent prises dans le fond du filet jusqu'à ce que le filet soit hissé hors de l'eau.

Avec cette technique, les hommes peuvent capturer entre 2 000 et 5 000 bonites par mouillage et trois ou quatre mouillages peuvent être réalisés en une journée. Cette pêche n'est pratiquée que pendant les périodes de fêtes, notamment entre novembre et la fin janvier.

Les hommes et les femmes interviennent dans cette activité en proportions plutôt égales, de la fabrication des filets et des cordages à la pêche elle-même. En revanche, les rapports sexuels sont tabous avant une pêche à la bonite. Du fait de cette croyance, seules les femmes célibataires sont autorisées à accompagner les hommes sur les lieux de pêche. Celles qui demeurent au village ne sont pas de reste, car elles préparent les feuilles et les autres ingrédients nécessaires à la cuisson du poisson.

Gestion de la pêche

Les limites imposées sur certains engins et méthodes traditionnels de pêche expliquent en partie que les ressources marines ne soient pas soumises à une pêche aussi intense dans le district de Gao que dans d'autres régions

des Îles Salomon. Il faut de l'argent pour acheter des engins modernes et les habitants de Gao n'ont guère accès aux technologies de pêche actuelles du fait de la rareté des moyens de subsistance.

La plupart des méthodes traditionnelles présentées dans cet article ont encore cours à l'heure actuelle. Les habitants de Gao mènent une vie communautaire où les terres et les ressources marines sont la propriété collective du clan ou de la tribu. La gestion des ressources marines relève donc de la responsabilité des clans et des tribus, ce qui permet à chacun de connaître le rôle qui lui incombe dans l'exploitation de la ressource.

La gestion des ressources marines passe aussi fréquemment par la déclaration de zones taboues où la pêche est interdite pendant des périodes données. Ces décisions que les anciens prennent en pleine concertation sont donc des moyens de gestion très respectés. Ils sont principalement utilisés en prévision de célébrations qui nécessiteront de belles pêches.

Enfin, comme les ressources marines relèvent de la propriété tribale, les membres d'un clan ne peuvent prélever les ressources d'un autre clan sans sa permission. Cela permet de réduire l'exploitation des pêcheries et d'empêcher la surpêche.

Pêche en eau douce, gestion des pêcheries et rôles des hommes et des femmes dans le village de Tonia, sur l'île de Viti Levu (Fidji)

M.R. Dakuidreketi[1] et V. Vuki[2]

Introduction

Il n'y a guère d'informations sur la pêche en eau douce aux Fidji. Dans cet article, nous examinons les méthodes de pêche en eau douce, la gestion des pêcheries et les rôles assignés aux hommes et aux femmes dans le village de Tonia, sur l'île de Viti Levu (Fidji). On y décrit des méthodes traditionnelles nommées *qolua*, *nimanima*, *duva*, *bubura* et *cina*, ainsi que des techniques de pêche à la canne et au filet.

Méthodes traditionnelles de pêche

Qolua

Cette méthode repose sur l'utilisation de tiges de bambou évidées et ouvertes à l'une ou aux deux extrémités pour que le poisson puisse y pénétrer. Le bambou est placé dans la rivière, à une profondeur de 60 cm environ, et laissé en place assez longtemps — d'une à deux heures — pour que le poisson rentre à l'intérieur. Une fois que le poisson s'y est aventuré, les deux extrémités sont bouchées avec des sections de bambou plein pour empêcher le poisson de ressortir quand le pêcheur, homme ou femme, viendra relever le piège. C'est une méthode sélective qui permet surtout de capturer des anguilles.

Nimanima

Cette technique est utilisée dans les cours d'eau où des cuvettes se sont formées dans la roche. Appelées *diro*, ces cuvettes formées par l'érosion peuvent avoir jusqu'à 30 cm de fond et les poissons y sont fréquemment piégés après une inondation ou dans les périodes de fortes pluies.

Quand l'eau se retire et revient à son niveau habituel, les *diro* persistent, même s'ils ne sont plus alimentés par le cours d'eau. Le travail du pêcheur consiste alors à vider le *diro* avec une écope jusqu'à ce qu'il puisse facilement attraper le poisson. Au sens littéral, « *nimanima* » signifie vider un *diro*.

Cette méthode se pratique dans les petits cours d'eau plutôt que dans les rivières et les étangs, car ces cuvettes caractéristiques se forment dans la roche. Les pêcheurs y ont fréquemment recours en saison sèche quand les *diro* ne sont plus alimentés au fur et à mesure qu'on les vide. On peut ainsi attraper différentes espèces de poissons, même si les crevettes et les anguilles sont majoritaires. C'est une méthode employée par les hommes comme par les femmes.

Son désavantage est le temps qu'elle nécessite, car cela peut prendre jusqu'à une heure pour vider suffisamment le *diro*. C'est d'autant plus le cas si la cuvette est importante. C'est toutefois une pratique destructrice parce que des alevins sont tués quand le *diro* est vidé et finira par s'assécher complètement à moins d'être rempli par de nouvelles pluies.

Duva

Bien qu'officiellement interdites par le Département fidjien des pêches, les racines de *duva* (*Derris* spp.) sont toujours fréquemment employées par les villageois des deux sexes pour capturer le poisson. Les racines de la plante sont broyées, puis placées dans un chiffon qui est mis à tremper à l'endroit d'un cours d'eau ou d'une rivière où le pêcheur veut paralyser le poisson. Une fois engourdi par les toxines, le poisson flotte à la surface. Cette méthode non sélective va toucher les adultes comme les juvéniles. Bien que les toxines extraites des racines broyées soient toxiques pour le poisson, elles sont sans danger pour l'homme.

Bubura

Cette technique est généralement pratiquée par les hommes, seuls ou en groupe. Les pêcheurs se déplacent dans les vasières et les zones marécageuses quand le niveau de l'eau est très bas. Ils frappent constamment le fond boueux avec de longs harpons de fer à pointes multiples. Les harpons font environ deux mètres de long et sont munis de trois ou quatre pointes de fer à leur extrémité. Les pêcheurs poursuivent ainsi jusqu'à ce qu'ils piquent une anguille ou un poisson. C'est comme cela qu'ils capturent les anguilles qui peuplent les marécages de Tonia. La méthode est simple, mais le taux de capture est généralement faible. Même si cette pêche cible spécifiquement les anguilles, elle est néfaste pour la végétation des marécages et des berges qui jalonnent les cours d'eau.

Cina

Cette pêche se pratique à la lumière (*cina* signifie « lumière » en fidjien). Autrefois, les pêcheurs confectionnaient des flambeaux au moyen de feuilles nouées en bouquet, mais ils se servent aujourd'hui de lampes à pétrole

[1] School of Education, Faculty of Arts, Law and Education, Laucala Campus, Private Mail Bag, Suva, Fidji. Courriel : rawaikela_m@usp.ac.fj
[2] Oceania Environment Consultants, P.O. Box 5214, UOG Station, Mangilao, Guam 96913. Courriel : vuki61@yahoo.co.uk

ou de lampes à piles pour capturer le poisson endormi pendant la nuit. Outre la lumière, ils se munissent de sabres et de harpons. Ils éclairent l'eau tout en se déplaçant dans le cours d'eau ou la rivière. Il leur arrive de plonger plutôt que de marcher si quelqu'un d'autre tient la lumière. En règle générale, cette pêche se pratique à deux ou trois personnes.

Cette technique est généralement employée en saison sèche quand il ne pleut plus. À cette époque, le niveau de l'eau est bas, et l'eau est claire et limpide du fait de l'absence de pluie et de ruissellement dans les cours d'eau. L'eau doit être claire pour que les pêcheurs puissent y repérer le poisson. *Cina* est également pratiquée par les hommes et les femmes, que l'on voit souvent pêcher ensemble, et permet de capturer diverses espèces de poissons.

Pêche à la canne

L'engin consiste en une canne et une ligne munie à son bout d'un bouchon de liège et d'un hameçon. Le bouchon est fixé entre la canne et l'hameçon. Quand un poisson mord, le flotteur monte et descend tour à tour, ce qui signale au pêcheur qu'il peut relever la ligne.

La pêche à la canne se pratique avec des appâts vivants, notamment des vers de terre. C'est une méthode très efficace qui permet de cibler tous les poissons d'eau douce en fonction du type d'appât utilisé.

Pêche au filet

Les femmes pêchent au filet dans les rivières et les cours d'eau. Ce sont généralement des filets monofilament munis de deux poignées en bois pour faciliter leur déplacement dans l'eau. La poignée sert aussi à maintenir le filet sur le fond pendant que les femmes battent la surface avec des bâtons. Elles pêchent généralement à deux, l'une se chargeant de frapper l'eau à coups de bâton tandis que l'autre maintient le filet en place. Celle qui bat l'eau se charge aussi de dégager les végétaux, les bois et autres obstacles derrière lesquels le poisson peut se dissimuler.

La taille des captures est fonction du maillage du filet. Plusieurs espèces telles que *ika droka*, *vo* et les tilapias sont prises de cette manière. Dans le passé, les filets étaient confectionnés avec des lanières finement tressés, mais ils ont été remplacés par les filets monofilament.

Rôles des hommes et des femmes dans la pêche vivrière

À Tonia, la pêche est surtout un loisir et/ou sert à nourrir les membres du ménage. Chaque pêcheur choisit la méthode qui lui convient pour prendre le poisson destiné à nourrir la famille.

La pêche vivrière est essentiellement le fait des femmes qui utilisent des filets pour capturer le poisson destiné aux repas familiaux. Les hommes travaillent plutôt dans les potagers, s'occupent des cultures et des animaux d'élevage, mais ils prennent aussi part à des pêches traditionnelles telles que *burabura*, *nimanima* et *cina* chaque fois qu'ils le peuvent.

Il n'y a pas de pêche en mer à Tonia, car le village est situé à l'intérieur des terres et les villageois n'ont pas accès aux récifs et aux zones côtières. Toutes leurs activités de pêche sont donc concentrées sur les rivières, les cours d'eau et les étangs. Les femmes préfèrent pêcher dans les ruisseaux et les petits étangs où le poisson est plus facile à capturer que dans l'eau profonde des rivières.

Pour optimiser les prises, les méthodes sont choisies en fonction de la saison, de l'heure de la journée et du temps qu'il fait. Ainsi, *nimanima* n'est pas pratiqué en saison des pluies, et *cina* est pratiquée de nuit quand l'eau est claire. En revanche, *burabura* n'est employé que par temps clair (ciel bleu, sans pluie et très ensoleillé) et lorsqu'il y a très peu d'eau dans les marécages.

Les espèces pêchées pour nourrir les familles sont très variables et dépendent de la technique utilisée. Par exemple, pour capturer des anguilles ou *duna* (*Anguilla marmorata*), on aura recours à *burabura* et *qolua*, tandis que pour les crevettes ou *ura* (*Macrobrachium* spp.), ce sera plutôt *nimanima*. Différentes espèces dulcicoles peuvent être pêchées en pratiquant *cina* et la pêche au filet, comme la carpe « calédonienne » ou *ika droka* (*Kuhlia ripestris*), une espèce locale que l'on trouve dans la plupart des cours d'eau du pays, ainsi que la carpe commune (*Cyprinus* spp.) qui a été introduite.

Gestion traditionnelle des pêcheries

Il est important de gérer les ressources dulcicoles de Tonia pour les préserver et protéger durablement la pêche vivrière. Seules quelques rares mesures traditionnelles de gestion ont été mises en place ; ce sont notamment la fermeture à la pêche de zones déclarées *tabu* et l'application des moyens de contrôle traditionnels décidés au niveau du village (par exemple l'interdiction des méthodes de pêche destructrices).

Une zone est principalement déclarée *tabu* et fermée à la pêche à la suite du décès d'un chef ou d'un ancien. Un lieu spécifique — étang, cours d'eau ou une section de la rivière — sera fermé à la pêche jusqu'à la centième nuit suivant les funérailles. L'objet de cette fermeture spatiale est de laisser les stocks se reconstituer pendant les trois mois ou 100 nuits que dure le deuil.

Une fois le *tabu* levé, les villageois peuvent de nouveau retourner pêcher à cet endroit où plus aucune restriction ne s'applique, que ce soit par rapport à la technique utilisée ou la taille des captures. Des juvéniles et des poissons immatures peuvent être capturés pendant ces sorties de pêche. Toutefois, les programmes de sensibilisation du Département des pêches ont permis aux villageois de prendre conscience qu'il était important de ne pas capturer les juvéniles et les sujets immatures, mais de les laisser se développer dans la rivière pour de futures pêches.

Les poissons pris dans les zones *tabu* sont consommés pendant les célébrations de levée de deuil, appelées *vakabogidrau*, qui sont organisées à la centième nuit.

Bien que ces fermetures spatiales aient uniquement pour objet de préparer les fêtes de la centième nuit après le

décès d'un chef ou d'un ancien, elles pourraient tout aussi bien être efficacement appliquées pour préserver les stocks des cours d'eau, des étangs et de certaines zones des rivières.

Depuis quelque temps, les villageois de Tonia ont pris conscience de la nocivité de méthodes telles que l'utilisation de *duva* (*Derris* spp.). Il a donc été décidé d'en interdire l'emploi et le chef du village peut imposer des sanctions à tout pêcheur qui y aurait recours. De plus, l'utilisation de substances chimiques et de dynamite est aujourd'hui interdite.

Rôles des hommes et des femmes

Dans le village, les hommes ont des rôles très distincts de ceux des femmes, et la division du travail est connue et comprise de tous. Les attributions des hommes conjuguent gouvernance, agriculture, construction et réparation des habitations et nettoyage des espaces communs. Ce sont aussi les hommes qui collectent le bois de feu et assument toute activité à caractère physique requise pour le bon fonctionnement du ménage ou de la communauté.

Les activités relevant de leur responsabilité sont quasiment toutes réalisées en groupe, ce qui facilite considérablement leur travail plutôt que s'ils devaient travailler seuls. Un homme appelé *turaga ni koro* est chargé d'organiser les activités du village ; il répartit les hommes entre plusieurs groupes, dont chacun est dirigé par un chef de groupe qui assure la conduite des activités, qu'il s'agisse de plantation ou de désherbage d'un nouveau champ. Tous les hommes du groupe sont tour à tour chargés de planter leur propre champ.

Une fois que chaque homme a planté son champ, le chef de groupe décide de poursuivre les activités de plantation / jardinage ou de passer à autre chose. Quelques jours de la semaine peuvent ainsi être alloués au travail en groupe, mais les autres jours sont consacrés à des activités familiales comme la collecte de bois de feu.

À Tonia, les hommes tiennent un rôle mineur dans la pêche et, s'ils pêchent pendant leur temps libre, ils ont surtout recours aux techniques appelées *nimanima*, *burabura* et *cina*. En revanche, prendre le poisson qui fournira les protéines nécessaires au ménage est l'une des principales responsabilités des femmes. Hommes et femmes pêchent aussi pour le plaisir. Les attributions des femmes comprennent également la préparation des repas, la lessive, la prise en charge des enfants et le nettoyage de la maison familiale. Les femmes travaillent elles aussi au sein d'équipes ou de groupes organisés dans le cadre de l'église ou du clan, notamment pour la couture et le tressage des nattes en feuilles de pandanus. Ce travail de groupe leur donne l'occasion de venir en aide à l'église et au clan et d'apprendre les unes des autres.

Les femmes pêchent au filet, seules ou en groupe, dans les cours d'eau, les étangs et la rivière à proximité du village. Elles partent généralement à la pêche le matin, après avoir nettoyé la maison, et rentrent avant le coucher du soleil. Le poisson étant préparé pour le dîner, elles pêchent généralement tous les jours. Leurs captures sont presque toujours suffisantes pour assurer la consommation quotidienne du ménage, et ne sont jamais vendues sur les marchés des villes qui sont trop éloignées du village.

Émancipation des femmes dans le secteur de la pêche

Source: *www.solomonstarnews.com/feature/women/20061-empower-women-in-fisheries*

En partenariat avec le Réseau des aires marines protégées sous gestion locale des Îles Salomon (SILMMA), le WorldFish Center a organisé du 4 au 6 novembre 2013 un atelier de formation sur le thème « Les femmes et la pêche ». Des financements ont été apportés à cette fin par la Nouvelle-Zélande et le Programme Mekem Strong Solomon Islands Fisheries.

Ces trois jours de formation ont réuni 19 femmes originaires de diverses provinces du pays, dont Guadalcanal, Isabel, Malaita, et les provinces occidentale et centrale. La formation avait pour objet de leur donner des informations générales sur les ressources marines et la gestion des pêcheries et des rudiments de biologie marine afin qu'elles comprennent mieux la raison d'être des objectifs de gestion. La formation a été dispensée au Centre de conférence OG, sur Kukum Highway, par Zelda Hilly et Faye Siota qui travaillent toutes deux pour le WorldFish Center.

Six messages ont été examinés durant la formation :

- L'importance des ressources marines pour la santé des familles et des communautés.
- L'importance de la santé des habitats des ressources marines.
- Le corail étant un animal, un récif en bonne santé est constitué de corail vivant.
- Les animaux marins ont un cycle biologique.
- Si les stocks sont surpêchés, les ressources marines ne fourniront pas assez de nourriture et d'argent à l'avenir.
- Il est important de gérer et de préserver les ressources marines pour le bien-être des populations.

Dans le cadre du Réseau SILMMA, le WorldFish Center intervient au sein de plusieurs communautés pour réaliser des recherches et faciliter des activités de gestion des ressources marines.

L'Organisation accorde une grande importance à l'autonomisation des populations rurales des Îles Salomon qui leur permettra de bien gérer leurs ressources marines. La diffusion d'informations et les ateliers de formation sont l'un des moyens d'atteindre cet objectif.

L'atelier organisé avec le SILMMA a permis d'améliorer et de renforcer les capacités des femmes rurales qui s'intéressent à la gestion des ressources marines. Il les a aidées à partager et acquérir des connaissances et, surtout, à développer la confiance nécessaire pour éduquer d'autres femmes et des enfants dans leurs villages et dans les communautés voisines.

Qui a dit que les femmes n'avaient rien à voir avec la pêche ?

A. Ride[1]

Les femmes ne sont pas particulièrement bien représentées dans ce que l'on pourrait considérer comme des lieux classiques de pouvoir et d'autorité.

Nous présentons ici le deuxième d'une série de trois volets de réflexions publiées sur un blog consacré aux problèmes rencontrés par les habitants de Malaita, aux Îles Salomon, ainsi qu'aux mesures qu'ils engagent pour garantir leur avenir en partenariat avec le WorldFish Center et des organismes locaux.

Selon vous, quels seraient les principaux sujets discutés lors d'une consultation organisée avec les parties prenantes en vue d'un programme sur les agrosystèmes aquatiques ? Tirer des revenus du poisson et de la pisciculture ? Juste. La pérennité des ressources ? Encore juste, mais l'un des principaux sujets de discussion a été la parité hommes-femmes, ce qui peut paraître surprenant quand on sait que les participants à cette consultation qui a eu lieu du 6 au 9 novembre 2012 dans le cadre d'un programme de recherche du CGIAR sur les agrosystèmes aquatiques, étaient originaires de Malaita, l'une des îles les plus traditionnelles des Îles Salomon.

Comme le dit Patrick Taloboe, qui est directeur de l'Agence de développement de Chazon, à Malaita, « nous savons tous que ce sont les femmes qui gèrent l'argent et peuvent développer les villages ». Pourtant, les femmes sont toujours peu représentées dans les lieux conventionnels de pouvoir et d'autorité que sont le parlement, les chefferies et les autres structures traditionnelles de gouvernance. Parallèlement, les femmes de Malaita savent se faire entendre pour défendre leur cause, dirigent des ONG locales et nationales et gèrent avec brio certaine des entreprises les plus florissantes du pays.

Qu'est-ce que cela a à voir avec un programme de recherche sur les agrosystèmes aquatiques ? Absolument tout d'après Ranjitha Puskur, directrice de recherche au WorldFish Center et fervente avocate de l'égalité des sexes. Elle explique comment ce programme de recherche se démarque de précédentes initiatives dans la façon dont il aborde la question du genre : « La parité des sexes fait l'objet de toutes nos attentions. La plupart des projets tentent d'intégrer des dimensions de genre dans leurs activités, tandis que notre programme, bien plus ambitieux, cherche à déclencher des mutations de

Femmes en train de décortiquer des bivalves à Malaita (Îles Salomon). Photo : Wade Fairley, 2012.

[1] Anne-Maree Schwarz, P.O. Box 438, Honiara, Îles Salomon. Courriel : anouk.ride.com@gmail.com

fond. Par exemple, l'expérience a montré que même si on favorise l'accès des femmes aux technologies ou au crédit, cela ne bénéficie pas nécessairement aux femmes elles-mêmes ou au bien-être de leur ménage si elles n'ont pas la maîtrise de ces moyens ou si elles ne peuvent pas décider de l'emploi des gains qu'elles en retirent ? La recherche agricole évite de s'aventurer dans les complexités des normes et attitudes sociales en prétextant qu'elles relèvent des sciences sociales et n'ont pas grand-chose à voir avec la mission de l'organisation. Nous commençons toutefois à comprendre que si l'on ne s'attaque pas aux causes mêmes des inégalités entre hommes et femmes, qui déterminent les différences d'accès aux technologies, aux marchés, aux intrants et aux services, ou si l'on ne cherche pas à comprendre comment les décisions sont prises au sein du ménage, les résultats atteints ne seront pas durables. »

Pêche de bivalves de palétuvier en pirogue à Malaita (Îles Salomon). Photo : Wade Fairley, 2012.

Comment faut-il s'y prendre ? Selon Ranjitha, il faut tout d'abord examiner ce qui a bien marché dans d'autres secteurs de développement, comme la santé et l'éducation, et provoqué une réelle évolution des rôles, normes et attitudes concernant les deux sexes. « À titre d'exemple, World Vision met en œuvre aux Îles Salomon une démarche appelée « canaux de l'espoir » pour s'attaquer aux violences fondées sur le genre, et nous voulons donc étudier les possibilités de travailler en collaboration avec ce type de partenaires pour tirer parti de leur expérience et l'adapter à notre travail sur les agrosystèmes aquatiques. Pendant la consultation avec les parties prenantes, la question du genre était au premier plan : de nombreux intervenants se sont dits préoccupés par l'ampleur des violences sexistes et ont évoqué les conséquences de cette inégalité entre les sexes sur la nutrition, la santé et les moyens de subsistance ».

Pour Clera Rikimani, directrice de la Division de la condition féminine du gouvernement provincial de Malaita, il est essentiel que l'action de développement s'intéresse aux femmes et surtout, à celles qui sont laissées pour compte : « Il y a deux catégories de femmes : celles qui mènent une vie confortable avec leur mari et leur famille et qui s'en tirent bien mieux que celles qui n'ont pas de famille. J'ai pu constater que les problèmes apparaissent quand la famille est en souffrance, par exemple quand les parents se séparent. Dans mon travail, je me concentre donc aujourd'hui sur les femmes qui ont vraiment besoin d'aide, à savoir les mères célibataires et les veuves ». Elle fait aussi remarquer que ces femmes tirent pleinement profit des activités de formation et de renforcement des capacités parce qu'elles ont des besoins plus importants : « J'ai déjà remarqué que quand les femmes vivent une vie confortable, elles sont peu motivées pour évoluer. On peut leur offrir une formation, et encore une autre, mais rien ne change ! À partir du moment où je me suis attachée à aider les autres femmes à s'extraire de leurs difficultés, j'ai obtenu de bons résultats ; ces femmes ont bien répondu, et il y en a même une qui dirige aujourd'hui une petite entreprise. Avec ces femmes-là, le moindre petit conseil a un énorme retentissement sur leur existence ».

L'un des constats qui est ressorti des consultations communautaires pour le programme sur les agrosystèmes aquatiques est que les hommes et les femmes s'engagent dans cette voie pour des raisons tout à fait différentes. Les hommes ont plus tendance à chercher à gagner leur vie avec la terre ou la pêche, tandis que les femmes craignent souvent de ne pas pouvoir nourrir leurs enfants correctement avec les produits de la terre et de la mer. Cette conjugaison des besoins et des visions vis-à-vis des ressources terrestres et marines exigera de trouver des équilibres à mesure de l'exécution du programme à Malaita.

Durant la consultation avec les parties prenantes, à laquelle ont participé des représentants des pouvoirs publics, des ONG et d'autres intervenants, l'idée peut-être la moins sujette à controverse était la part centrale qui revient aux femmes dans la subsistance des populations rurales et le fait qu'il faut impérativement les autonomiser pour améliorer leurs revenus et la nutrition. Peut-être donc que ces idées remâchées selon lesquelles les femmes n'ont rien à voir avec la pêche, ou encore qu'elles portent la poisse quand on va pêcher, sont bel et bien en train d'évoluer pour laisser la place au développement d'agrosystèmes aquatiques qui sera profitable pour les hommes, les femmes et les générations futures.

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2014

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit.
Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source.
L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, division Ressources marines, Section Information
B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 262000 ; Télécopieur : +687 263818 ; Courriel : cfpinfo@spc.int
Site Internet : http://www.spc.int/coastfish/fr.html